

REUNION COMMUNE DES
COMMISSIONS DES RELATIONS
EXTERIEURES ET DE LA
DEFENSE DE LA CHAMBRE ET DE
LA COMMISSION DES RELATIONS
EXTERIEURES ET DE LA
DEFENSE DU SENAT

GEMEENSCHAPPELIJKE
VERGADERING VAN DE
COMMISSIES VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN
EN VOOR DE
LANDSVERDEDIGING VAN DE
KAMER EN VAN DE COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN EN VOOR DE
LANDSVERDEDIGING VAN DE
SENAAT

du

van

MERCREDI 4 SEPTEMBRE 2013

WOENSDAG 4 SEPTEMBER 2013

Après-midi

Namiddag

La séance est ouverte à 14.21 heures et présidée par MM. André Flahaut, Filip De Man et Karl Vanlouwe.
De vergadering wordt geopend om 14.21 uur en voorgezeten door de heren André Flahaut, Filip De Man en Karl Vanlouwe.

01 La situation en Syrie: exposés du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes et du vice-premier ministre et ministre de la Défense, et échange de vues

01 De Toestand in Syrië: uiteenzettingen door de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken en de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging, en gedachtewisseling

01.01 Minister **Didier Reynders**: Mijnheer de voorzitter, collega's, ik moet u er niet aan te herinneren dat dit debat plaatsvindt te midden van onze voorbereidingen voor de honderdjarige herdenking van de Eerste Wereldoorlog. Het feit dat ons land als eerste het toneel is geweest van een massief gebruik van chemische wapens legt uit waarom België sinds meer dan een eeuw vooruitstrevend is in alle inspanningen om dat angstaanjagend wapen te verbieden.

De wereld heeft sinds 1918 meerdere oorlogen en tragedies gekend, maar de internationale gemeenschap is er altijd in geslaagd om het gebruik van chemische wapens in die conflicten tegen te houden. De enige uitzondering was de Iran-Irakoorlog in de jaren tachtig. Vele jaren later is Saddam Hoessein ten val gekomen door de misdaden die hij destijds gepleegd had. Men kon hopen dat dit een les zou zijn.

Helaas, bijna honderd jaar na leper, verschijnt het spook van het chemisch wapen alweer in de context van een oorlog, nu in Syrië.

La guerre civile en Syrie dure maintenant depuis plus de deux ans. Cette guerre démontre une nouvelle fois toute la barbarie dont l'homme est capable lorsqu'il a l'impression de livrer un combat à mort. Le chiffre d'au moins 100 000 morts est évoqué.

Parmi ces morts, peut-être un millier le sont du fait des armes chimiques – j'y reviendrai. Les autres ont été tués par balle, déchiquetés par des obus, brûlés par du napalm, torturés à mort, voire égorgés. Beaucoup de ces atrocités ont été commises par les forces fidèles au régime, mais certains groupes de l'opposition se rendent à leur tour coupables de terribles exactions.

Je rappelle que c'est le régime qui a lui-même choisi de militariser le conflit alors que dans un premier temps, les manifestations étaient encore pacifiques. Le peuple syrien, inspiré par ce qui se passait dans d'autres pays de la région, revendiquait simplement des réformes politiques et socio-économiques.

Dès le début, le régime Assad a choisi de répondre par la manière forte pour tenter d'étouffer la contestation. Seules quelques réformes symboliques ont été annoncées et mises en œuvre. La stratégie du clan Assad a clairement été de terroriser la population afin d'étouffer le mouvement de contestation. Le pouvoir a progressivement utilisé toute la panoplie de moyens à sa disposition contre sa propre population.

Aux arrestations d'opposants, souvent sauvagement torturés, et aux tirs contre les manifestants, ont rapidement succédé des tirs d'artillerie et de missiles, l'utilisation d'hélicoptères et des bombardements aériens. Comme je l'avais déjà souligné en février 2012 à Tunis, le régime a choisi le chemin de la barbarie. C'est un chemin que l'on rebrousse rarement.

Face à cette tragédie, la communauté internationale est restée divisée et largement impuissante. Le Conseil de sécurité a été paralysé par l'obstruction de la Russie et de la Chine, qui ont mis leur veto même à des résolutions n'autorisant pas le recours à la force. Protégés par le blocage du Conseil de sécurité, le régime Assad et ses alliés iraniens et du Hezbollah se sont vus confortés dans leur stratégie de guerre totale.

Limitée dans son action par le blocage du Conseil de sécurité, la communauté internationale n'est cependant pas restée silencieuse et inactive. Elle a travaillé sur deux voies: politique et humanitaire.

Tous les moyens de pression non militaires possibles ont été mis en œuvre, notamment par l'Union européenne, pour tenter de forcer le régime à un dialogue politique avec l'opposition et ensuite pour renforcer cette opposition. Je ne reviendrai pas ici sur toutes les initiatives et réunions qui se sont succédé, notamment dans le cadre du Groupe des Amis du peuple syrien. Les efforts des observateurs de la Ligue arabe, puis de Kofi Annan, enfin de Lakhdar Brahimi, ont toujours pu compter sur notre soutien.

Mais à chaque fois, le régime a tout fait pour que leur mandat soit un échec.

Le plan Annan est resté lettre morte, ce qui a conduit à sa démission à l'été 2012. Il était pourtant parvenu à faire adopter par les principaux pays et organisations, y compris la Russie, un document reprenant les principes généraux pour une feuille de route devant mettre un terme à la crise. Il s'agit du communiqué de Genève adopté le 30 juin 2012. Un an plus tard, ces principes restent valables mais il est clair que la situation a évolué sur le terrain, compliquant encore plus la donne pour sa mise en œuvre.

Avec l'accord Kerry-Lavrov d'avril dernier, le plan a été sorti des tiroirs et remis à l'avant de la scène. Malheureusement, l'initiative de convoquer une nouvelle conférence de Genève (Genève II) n'a toujours pas pu être concrétisée, surtout faute d'accord entre Russes et Américains.

Le manque d'unité au sein de l'opposition syrienne n'a - il convient de le reconnaître - pas non plus facilité les choses.

Confrontés au blocage de la situation, certains de nos alliés ont envisagé de fournir des armes à l'opposition. Je me suis toujours opposé à cette idée, notamment en raison du risque que ces armes tombent entre les mains de groupes extrémistes. On sait que des programmes d'assistance militaire existent mais on en ignore l'ampleur exacte. Essayer d'obtenir un maximum d'informations sur les positions et actions de tous les acteurs de ce jeu complexe est une des missions du représentant spécial que je viens de nommer pour suivre la situation en Syrie.

Faute de perspective rapide de fin de ce conflit, la communauté internationale a dû faire face à une urgence humanitaire de grande ampleur. Outre les morts et un nombre incalculable de blessés, dont beaucoup n'ont que difficilement accès à des soins médicaux, on compte plus de 2 millions de réfugiés et 4 millions de personnes déplacées sur une population d'un peu plus de 20 millions.

Je le répète depuis plus d'un an maintenant, tant qu'il n'y a pas d'avancée possible sur le plan politique, il est essentiel de concentrer nos efforts sur le volet humanitaire. J'en ai fait une priorité de l'action du gouvernement belge. J'ai personnellement lancé une série d'initiatives visant à créer des corridors humanitaires, à protéger les hôpitaux. Nous avons actionné tous les canaux diplomatiques à Bruxelles, Genève, New York, au Caire et ailleurs pour essayer de mobiliser les consciences par des appels au respect

du droit humanitaire. J'ai notamment lancé une initiative pour promouvoir le respect du droit international humanitaire, particulièrement en matière d'accès aux soins de santé. Des contacts sont actuellement en cours à Genève pour lancer un nouvel appel face à l'urgence de la situation.

Je ne manquerai pas de tenir le Parlement informé, monsieur le président, dès qu'on pourra passer à la phase opérationnelle.

La Belgique a aussi apporté un soutien humanitaire concret. Celui-ci doit se poursuivre au-delà des 9 millions d'euros déjà engagés, essentiellement dans les pays voisins de la Syrie (en Turquie, en Irak, au Liban, voire en Jordanie). Vu l'importance des besoins et des contraintes budgétaires que nous connaissons, je plaide pour une approche globale, combinant tous les moyens disponibles, y compris au niveau des institutions financières internationales avec une claire priorisation des besoins. C'était d'ailleurs l'approche agréée le 12 juillet dernier à l'occasion d'une conférence organisée par OCHA au Palais d'Egmont avec les principaux donateurs et agences humanitaires.

Geleidelijk aan hebben de twee kampen — regime en oppositie — zich geradicaliseerd. Beide kampen worden politiek maar ook militair gesteund door regionale en internationale bondgenoten. Dit heeft het bereiken van een compromis nog moeilijker gemaakt. Elk kamp is overtuigd het militair te kunnen halen van het andere.

Vele specialisten zien in Syrië het voornaamste slagveld van de rivaliteit tussen de sjiïeten en de soennieten. De uitkomst van dit conflict zal ertoe leiden dat een van de stromingen van de islam de overhand zal nemen binnen de Arabische wereld en meer bepaald in het Midden-Oosten.

Voor ons Europeanen is de impact ook cruciaal omdat het over onze burens gaat. De verschillende machten bepalen hieruit hun standpunt. Als het regime van Assad valt, zal dit Iran en de Hezbollah verzwakken, en het kamp van Saoedi-Arabië, Qatar en andere soennieten versterken.

De val van Assad zal niet noodzakelijk leiden tot een stabiel Syrië omdat men de verdeeldheid binnen de oppositie kent en men in haar midden de invloed van de extremistische groepen ziet groeien. Wat zal er gebeuren met de mozaïek aan minderheden die Syrië samenstelt indien de meest radicalen het halen? Hun overleven — ik denk aan christenen, alevieten en Koerden — is ook een van de voornaamste vraagstukken voor het Westen.

Een andere prioriteit is erop toezien dat het conflict de grenzen niet oversteekt. Een eerste concreet geval bij ons is het fenomeen van de jihadisten. Men spreekt er minder over, maar het probleem is niet verdwenen. De regering zorgt actief voor deze kwestie en ik heb persoonlijk overlegvergaderingen georganiseerd met Turkije. Daarnaast is er ook het uitwisselen van informatie met de Europese Unie en de NAVO.

De kwestie van het gebruik van chemische wapens sluit met dit dossier aan. Momenteel beschikken wij niet over onbetwistbare bewijzen van het verloop van de evenementen, maar het is zeker dat meerdere honderden burgers — de cijfers variëren tussen 400 tot meer dan 1 500, vele kinderen inbegrepen — op 21 augustus jongstleden overleden zijn in verschillende buurten van Damascus en hun lichamen dragen geen zichtbare wonden. Zelfs de experts, die van nature voorzichtig zijn, wijzen erop dat het moeilijk is om een andere wetenschappelijke uitleg te vinden dan een aanval met chemische gassen.

Het debat draait veeleer rond de verantwoordelijkheid voor deze actie. Amerika, Frankrijk, Groot-Brittannië, Turkije en een steeds groter aantal landen wijzen duidelijk naar de verantwoordelijkheid van de regeringstroepen.

De Syrische regering en haar Russische en Iraanse bondgenoten hebben het over provocatie.

In dit dossier heeft België van bij het begin een voorzichtig standpunt ingenomen. Ik merk op dat bijna alle partners zich geleidelijk aan op dezelfde lijn bevinden, die als volgt kan worden samengevat.

Ten eerste, wij veroordelen ten zeerste het gebruik van chemische wapens. Ten tweede, aan de experts van de Verenigde Naties moet de tijd worden gelaten, om hun conclusies voor te stellen. Ten derde, op basis van het rapport zal de Veiligheidsraad zijn verantwoordelijkheid moeten nemen.

Vergis u niet: België heeft een voorzichtig standpunt ingenomen, wat echter zeker niet betekent dat wij

minimaliseren wat er is gebeurd. Evenmin minimaliseren wij de noodzaak om te reageren.

President Obama heeft er goed aan gedaan te stellen dat het gebruik van chemische wapens door het Syrische leger een rode lijn is. De kwestie van de chemische wapens overstijgt het Syrische conflict en stelt de geloofwaardigheid van de internationale regimes op het vlak van de vernietigingswapens in vraag.

Het Saringas, dat ter zake wordt vernoemd, is een extreem gevaarlijk product. In de familie van de chemische wapens bestaan echter andere producten, die misschien nog gevaarlijker zijn. De chemische wapens zijn, samen met de nucleaire en de bacteriologische wapens, de wapens die als vernietigingswapens zouden kunnen worden gebruikt. Het is trouwens voor dit gebruik dat het Syrische arsenaal was uitgebouwd. Volgens de eigen uitspraak van het Syrische regime, had het regime het arsenaal opgericht met het oog op een massale aanval, onder andere op Israël, met long-rangevectoren, zoals vliegtuigen of missiles. Het doel was om zo veel mogelijk doden te veroorzaken. Het chemische wapen is ook bijzonder, aangezien de militairen die goed zijn uitgedost, zich tegen de werking ervan kunnen beschermen, terwijl de burgers zeer fragiel zijn.

La communauté internationale s'est unie pour essayer d'arrêter cette course infernale au développement de produits toujours plus puissants et inhumains. Déjà en 1925, le Protocole de Genève concernant la prohibition de l'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, a été adopté. La Syrie est liée par ce protocole depuis 1968. En 1993, la Convention sur l'interdiction des armes chimiques a été signée; elle est actuellement ratifiée par 189 États. La Syrie figure parmi les 7 pays qui n'ont pas encore accédé à ce traité, qui constitue la pierre angulaire du désarmement chimique, à travers son mécanisme de vérification et le processus déjà bien avancé d'élimination des stocks de ces armes.

J'appelle bien entendu la Syrie à signer et ratifier cette convention. L'acceptation quasi-universelle de cet instrument, en particulier par tous les membres permanents du Conseil de sécurité, combinée avec le Protocole de Genève de 1925, a créé une norme internationale qui fait que l'utilisation de ces armes n'est plus considérée comme une pratique licite. La communauté internationale ne doit pas transiger sur ce point.

La protection des populations civiles contre les effets les plus inhumains des technologies militaires, surtout lorsqu'il s'agit d'armes de destruction massive, est au cœur de tous les instruments juridiques en la matière. Je pense au TNP comme aux conventions sur l'interdiction des armes chimiques et des armes biologiques. De par leur nature, ces instruments sont appelés à être universels. Mais on n'en est pas encore là et les mécanismes prévus sont fragiles. Pour maintenir leur centralité et leur efficacité, il faut parfois recourir à des moyens de coercition, militaire ou non, à des embargos. Il faut parfois un mal pour éviter un mal plus grand encore. Chaque fois, le choix est difficile.

Nous sommes précisément dans un tel cas et nous sommes confrontés à un dilemme. Comment réagir? À ce stade, il y a deux éléments: un répressif et un élément dissuasif. L'utilisation d'armes chimiques contre des populations civiles constitue sans aucun doute un crime de guerre, voire un crime contre l'humanité, dont les auteurs devront être traduits devant les juridictions pénales internationales. C'est un élément important, mais ce n'est pas suffisant; d'autant que nombre d'autres crimes ont déjà été commis qui justifieraient, eux aussi, une inculpation. Nous ne pouvons pas nous contenter de nous dire: "Laissons les dictateurs commettre leurs crimes. Un jour ou l'autre, ils devront en répondre!" Ce serait abdiquer nos responsabilités. Cela nous renverrait à la Bosnie ou au Rwanda.

Ce qu'il faut, c'est soit empêcher par la force le régime de commettre de nouveaux crimes, soit le dissuader de le faire. L'empêcher par la force, en le renversant ou en détruisant ses capacités offensives, implique l'une ou l'autre forme d'intervention militaire dans le conflit, sur le modèle de ce qui a été fait lors de la campagne de l'OTAN en Lybie ou au Kosovo. Nous le savons tous: il n'existe, pour l'instant, aucune perspective d'intervention militaire de grande ampleur par une coalition internationale. Même les États-Unis rejettent formellement ce scénario.

Reste alors la dissuasion. Que faire pour persuader le régime que l'utilisation d'armes chimiques est contre son intérêt? Des mesures ont déjà été prises. Les Israéliens et les Américains l'ont mis en garde contre les conséquences d'une telle utilisation. C'est la fameuse ligne rouge. Nous supposons qu'Américains et Russes font pression ensemble sur le régime. Le rôle de l'Iran est moins clair, mais - au moins sur le plan du discours - il nous rappelle qu'il a été victime de l'usage d'armes chimiques dans sa guerre contre l'Irak et qu'il est totalement opposé à leur emploi. Mon collègue iranien m'a contacté pour me confirmer cette vision des choses.

Toujours sur le plan de la dissuasion, on nous dit que les services occidentaux recourent à des moyens de guerre psychologique, notamment via des réseaux sociaux, afin de mettre en garde individuellement des responsables syriens contre l'utilisation d'armes chimiques.

La pression est donc forte. Est-elle efficace? Si l'on en juge par les événements du 21 août, on pourrait légitimement penser que non, mais il ne faut peut-être pas tirer de conclusions hâtives. Les Américains eux-mêmes prétendent avoir intercepté des appels téléphoniques inquiets d'un responsable syrien qui venait d'apprendre la nouvelle de l'attaque chimique. Les Britanniques évoquent un dérapage, une attaque chimique mal effectuée qui aurait dépassé l'effet souhaité. D'autres théories envisagent qu'il pourrait s'agir de l'initiative locale d'un militaire irresponsable, voire de l'acte d'un traître ou d'un provocateur. Les spéculations sont aussi relancées à propos d'une perte éventuelle de contrôle du régime sur certaines de ses armes chimiques, ce qui compliquerait alors singulièrement la tâche de dissuasion. Tout le problème est là. Il existe beaucoup d'incertitudes dans ce dossier, et il faut d'abord essayer d'établir aussi précisément que possible ce qu'il s'est passé. C'est pourquoi nous avons constamment insisté pour qu'on laisse les inspecteurs accomplir leur travail et aller faire rapport à New York.

J'ai demandé à tous nos alliés d'échanger les informations et d'en débattre au Conseil de sécurité. Il est possible qu'on en vienne à conclure que ce qui a eu lieu est effectivement un acte délibéré du régime. Dans ce cas-là, la conclusion est claire: la dissuasion telle qu'appliquée jusqu'à présent ne marche pas et il faut passer à un autre niveau. Certains pays sont déjà parvenus à cette conclusion. Ils ont estimé qu'il fallait donner un coup de semonce militaire pour que le régime comprenne que les mises en garde de la communauté internationale ne sont pas des menaces en l'air. Dans l'absolu, on est naturellement tenté d'encourager un tel avertissement qui devrait, en toute logique, être décidé par le Conseil de sécurité, même s'il ne faut pas occulter les risques et les incertitudes d'une telle escalade.

La perspective de frappes est maintenant devenue moins immédiate, à la suite de la décision du président Obama de demander l'autorisation du Congrès. Cette période de répit doit être mise à profit pour tenter de rassembler les efforts de la communauté internationale – y compris la Russie et l'Iran – pour obtenir du régime syrien la garantie qu'il n'utilisera plus d'armes chimiques, même pour un usage tactique. Il semble maintenant que les experts des Nations unies retourneront en Syrie pour poursuivre la mission qu'ils ont dû interrompre prématurément. Rappelons que leur premier mandat était d'examiner les premiers incidents impliquant peut-être des armes chimiques.

Leur retour sur le terrain serait toutefois une arme à double tranchant. Elle protégerait peut-être temporairement le régime contre des frappes, notamment américaines. Il faudrait, au minimum, exiger des autorités syriennes qu'elles autorisent la présence sur le terrain d'une mission d'experts disposant d'un mandat très large d'investigation sur tout incident pouvant impliquer des armes chimiques. On sait que, jusqu'à présent, le régime n'a rien fait pour faciliter le travail des experts; au contraire.

Dit debat mag ons niet doen vergeten dat er maar één politieke oplossing bestaat voor de Syrische crisis: ons doel moet meer dan ooit zijn een eind te maken aan deze burgeroorlog en aan het lijden van de bevolking en tot een langdurige en stabiele oplossing te komen die het oprichten van een democratisch regime toestaat en een toekomst biedt aan alle minderheden van dit complexe land.

In de huidige context pleit ik ervoor om de inspanningen te verdubbelen, opdat de Genève II-conferentie van start kan gaan. Het moment om te handelen is aangebroken, ook al ben ik mij ervan bewust dat de onenigheid tussen de Amerikanen en de Russen over het dossier van chemische wapens het er niet gemakkelijker op zal maken.

Ik zal vrijdag en zaterdag in Vilnius de kans hebben om het dossier Syrië aan te kaarten tijdens de Gymnich, eerst met mijn Europese homologen en daarna met staatssecretaris Kerry. Het dossier zal zeker en vast ook aan de agenda staan van de ministeriële week van de Algemene Vergadering van de VN, eind september.

Mijnheer de voorzitter, ik herhaal dus dat wij eerst en vooral pleiten voor een uitwisseling van informatie en van bewijzen van het gebruik van chemische wapens en het mogelijke gebruik door het regime, maar pleiten ook voor een nieuwe vergadering van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties om tot een conclusie te komen.

U hebt misschien de evolutie in Rusland gezien de laatste uren. Het is misschien nuttig dat de Europese

Unie enkele voorstellen op tafel legt voor een akkoord binnen de Veiligheidsraad.

Het standpunt van België is heel duidelijk. Wij vragen de uitwisseling van inlichtingen en van bewijzen van het gebruik van chemische wapens, mogelijks door het regime, en pleiten voor een nieuwe vergadering van de Veiligheidsraad om samen een conclusie te trekken en om meer druk op de verschillende partners uit te oefenen.

01.02 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, chers collègues, je tiens tout d'abord à remercier le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, pour son intervention à laquelle je souscris. J'approuve et j'appuie son analyse ainsi que son approche.

En ce qui concerne plus spécialement le volet de la Défense, je souhaiterais mettre l'accent sur les quelques points suivants.

Voorzitters en collega's, laten we beginnen met wat centraal staat en centraal in onze gedachtegang moet blijven: de totale veroordeling van het gebruik van chemische wapens door het Syrische regime. Ik stel trouwens vast dat niemand nog betwist dat onlangs in Syrië chemische wapens werden ingezet.

Deze veroordeling leeft bij Defensie des te sterker – collega Reynders verwees er reeds naar – aangezien, zoals u weet, chemische wapens voor het eerst werden ingezet tegen soldaten op ons grondgebied, op de leperse slagvelden van 1915. Sindsdien heeft ons land altijd een leidende rol gespeeld bij de veroordeling van het gebruik van chemische wapens. Bijgevolg moet ons land het gebruik van die wapens op de sterkst mogelijke manier veroordelen en blijven veroordelen.

Het gaat hier om een afschuwelijke misdaad tegen de menselijkheid, een inbreuk op universeel onderschreven conventies binnen het internationaal recht en ook tegen normen en waarden van de internationale gemeenschap. Overigens, wat voor Syrië geldt is ook van toepassing voor andere regimes die zouden overwegen om chemische wapens in te zetten.

Daarnaast mogen we ook niet de tragische humanitaire toestand in en rond Syrië uit het oog verliezen, namelijk meer dan twee miljoen vluchtelingen buiten Syrië, drie tot vier miljoen personen op de vlucht binnen Syrië en zeker meer dan honderduizend slachtoffers als gevolg van de lopende gevechten. Niemand mag onverschillig blijven tegenover zulke toestanden. De recentste ontwikkelingen in Syrië, waarbij het regime een nieuwe en onaanvaardbare grens heeft overschreden in de wreedheden tegen de eigen bevolking, hebben ons bijgevolg allemaal diep geraakt.

Ikzelf was persoonlijk zwaar onder de indruk, in shock eigenlijk, toen ik op de televisie de ettelijke rijen aan opgebaarde kinderlichamen zag, met symptomen van dodelijke neurotoxische vergiftiging – in mensentaal gaat het hier over gifgas. Ook het beeld van de vluchtelingen blijft mij dagelijks achtervolgen.

Messieurs les présidents, chers collègues, il est donc évident qu'il convient d'agir contre cette situation inhumaine. Je pense que tout le monde ici est d'accord quand je dis que le silence, l'indifférence et l'impuissance ne constitueraient pas une réponse appropriée à donner à ces conditions dégradantes. Une telle situation ne peut donc demeurer sans conséquence.

Bien entendu, et comme le veut la tradition diplomatique belge, les regards se dirigent en premier lieu vers les Nations unies pour une solution.

Tout doit donc être mis en œuvre afin que les Nations unies puissent jouer leur rôle à part entière. Comme cela a été le cas les jours précédents, un soutien complet doit être accordé à toute nouvelle équipe onusienne qui effectuerait une mission sur place pour établir des constats, dans un avenir proche.

Cependant, il faut rester conscient que l'ONU ne peut désigner un coupable. Une issue possible aurait pu être l'initiative que le Royaume-Uni a prise de présenter et d'obtenir une approbation pour une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Malheureusement, pour l'instant, le Conseil de sécurité reste très divisé et les cinq membres permanents de ce forum, les P 5 – et, dans le cas présent, je préfère parler de P 3+2 –, n'aboutissent toujours pas à un accord.

Cela ne ferait pas honneur à l'image des Nations unies s'il était prouvé qu'une violation flagrante du droit international et humanitaire avait été commise! Par contre, en cet instant, tout indique que l'on est arrivé à

une impasse au sein des Nations unies.

Voilà qui m'amène à dire un mot sur la position regrettable de la Russie dans ce dossier.

Ce pays est, incontestablement – et n'en fait pas un mystère – un allié vital du régime syrien. La Russie est en effet le plus grand fournisseur d'armes de la Syrie. La plus grande partie des armes chimiques parvient en Syrie par des livraisons en provenance de Moscou. Elle pourrait dès lors mettre facilement la Syrie sous pression pour lui faire renoncer à l'usage de telles armes ou encore les éloigner ou les contrôler sur le territoire syrien.

J'adresse donc un appel à la Russie afin qu'elle s'engage plus ouvertement contre l'usage de ces armes chimiques. Il est cependant intéressant et remarquable de noter aujourd'hui que le Kremlin ne semble plus totalement exclure un soutien à une résolution du Conseil de sécurité.

Voorzitters, collega's, in het midden latend of er al dan niet een daadwerkelijke doorbraak komt via de Verenigde Naties, moeten wij vooruitzien en nagaan hoe wij een mogelijke impasse kunnen vermijden, temeer omdat de bewijzen dat er een georganiseerde chemische aanval heeft plaatsgevonden, steeds duidelijker worden.

Niet ageren is in dit geval dus geen optie. Er zijn intussen genoeg argumenten om de nodige geloofwaardigheid te hechten aan de bevindingen van onze bondgenoten, ook al was dit in het verleden niet zo vanzelfsprekend.

Laat mij eerst duidelijk stellen dat wat een eventuele inzet van Defensie in het conflict betreft, de regering zich zal houden aan het regeerakkoord. Indien een VN-resolutie evenwel uitblijft, zullen wij toch het nodige begrip moeten kunnen opbrengen voor een eventuele actie door andere landen. Terloops wijs ik er trouwens op dat er tot op heden aan ons land geen enkel verzoek werd gericht om directe militaire steun te leveren, noch via bilateraal verzoek, noch via de NAVO, noch binnen de Europese Unie.

Als trouwe bondgenoot — wat België de voorbije jaren steeds heeft getracht te bewijzen — komt het ons inderdaad toe ons niet te desolidariseren van deze landen en bondgenoten die mogelijk zouden kunnen optreden om een gepaste boodschap te geven aan Syrië.

Deze boodschap moet voldoende rechtsgrond hebben in de gangbare evolutie van het internationale recht, waarbij er ook een verplichting is tot optreden tegen de landen die hun eigen burgerbevolking niet beschermen. *Responsibility to protect* was ook een belangrijke discussie in het dossier Libië. Het moet nochtans duidelijk zijn dat het gepaste antwoord er best zou in bestaan een geschikt en proportioneel antwoord te vinden en te vermijden, zoals collega Reynders zei, dat dit aanleiding zou geven tot de verdere ontwikkeling van een oorlogstoestand in de regio.

Ik heb de verklaringen van mijn VS-collega Hagel en staatssecretaris Kerry over hoe de Verenigde Staten de boodschap zien, met name beperkt, tijdgebonden en doelgericht, met bijzondere aandacht gelezen. Ik volg ook met bijzondere aandacht de evolutie in het Amerikaanse Congres.

Ik meen dat wij ervoor moeten zorgen dat er geen verdere chemische aanvallen worden uitgevoerd door het Syrische regime en dat vervolgens de betrokken partijen de mogelijkheid wordt geboden om terug aan de onderhandelingstafel in Genève te gaan zitten om een politieke oplossing voor het conflict te blijven nastreven.

Comme vous pouvez le constater, c'est l'emploi répété d'armes chimiques que la position belge souhaite à tout prix éviter. Une condamnation purement verbale d'un tel acte me paraît, dans les circonstances présentes, insuffisante.

Le président: Je remercie les ministres pour leur exposé. Sont inscrits à la discussion M. Luykx, M. Lacroix, Mme Brems, M. Van Quickenborne, M. Dewinter, M. De Decker, M. Van der Maelen, M. De Vriendt, Mme Arena, Mme Zrihen, M. Dallemagne, M. Hellings, M. Deseyn, M. Kindermans.

Je propose d'alterner les sénateurs et les députés, les francophones et néerlandophones, ainsi que majorité et opposition. Nous commençons par M. Luykx.

01.03 **Peter Luykx** (N-VA): Geachte voorzitters, heren ministers, collega's, het conflict in Syrië bereikte een triest hoogtepunt met de gasaanval in Ghoeta op 21 augustus. De horror van chemische wapens choqueeerde de wereld. Zonder onderscheid werden kinderen, ouders, burgers op gruwelijke wijze vermoord. Oorlog, ook conventioneel, is altijd een gruwel. Met de inzet van chemische wapens werd echter een grens overschreden, wat leidde tot een stroomversnelling in de besluitvorming van de internationale gemeenschap, die tot dan toe veeleer afwachting was.

Van dag tot dag, van uur tot uur beraden de verschillende regeringen en parlementen zich over deze crisis. Wij zijn dan ook blij dat uiteindelijk gevolg werd gegeven aan onze oproep van begin vorige week, om deze commissie samen te roepen. Wij rekenen er ook op, heren ministers, dat bij een uiteindelijke beslissing het voltallige Parlement het laatste woord zal krijgen.

Op de internationale fora volgen momenteel diverse scenario's en standpunten elkaar op, maar één aspect komt steeds terug, de vaag *who did it?* Wie is verantwoordelijk? Er wordt heel wat mist gespuid over de verantwoordelijkheid, maar de Verenigde Naties kunnen en mogen de bewijzen niet leveren. Zij kregen enkel een mandaat om te onderzoeken of een chemische aanval plaatsvond. Dat laatste staat nu wel vast, maar verder reikt hun mandaat niet. De Verenigde Staten en Frankrijk wijzen naar het Assadregime. Ook NAVO-secretaris-generaal Rasmussen zei op de NAVO-vergadering dat alle informatie wijst op de betrokkenheid van Assad. Tot nu toe gaat het echter om *circumstantial evidence*. Er zijn nog geen harde, duidelijke bewijzen.

Wat nu op tafel ligt, is een scenario waarbij men via kortstondige precisieaanvallen met kruisraketten wil ingrijpen. De vraag blijft of dat ook het uiteindelijke doel zal dienen, met name een nieuwe aanval met chemische wapens, door wie dan ook, vermijden. Niemand kan verzekeren dat het Assadregime niet nog meer geneigd zal zijn chemische wapens te gebruiken, wanneer het zich bedreigt voelt. Het regime zal zich misschien wreken op gebieden waar de rebellen het voor het zeggen hebben, met opnieuw nog meer slachtoffers bij de burgerbevolking als gevolg. Omgekeerd bestaat het risico dat, indien het verzwakt, de jihadistische rebellen door de frontlinies breken en een bloedbad aanrichten in enclaves die nu nog door het regime beschermd worden.

Zoals hier reeds gezegd, het risico bestaat van een regionale of internationale escalatie met wraakacties.

Collega's, wij hebben absoluut geen goed gevoel bij de manier waarop dat verder loopt en bij een mogelijke militaire interventie. Wij vrezen meer slachtoffers. De N-VA-fractie staat terughoudend ten opzichte van een militair ingrijpen. Er blijven onduidelijkheden over de verantwoordelijkheden en er is geen concreet einddoel of geen concrete strategie. Momenteel wil men geweld met geweld stoppen, maar wij weten niet zeker of dat zal werken. Evenmin weten wij of dat zal leiden tot meer slachtoffers.

Het laatste wat onze fractie wil, is dat het ene moorddadige regime wordt vervangen door het andere. Het laatste wat wij willen, is een Somalië aan de Middellandse Zee.

Wij zijn wel van mening dat wij veel meer moeten inzetten op het humanitair aspect van deze crisis. Prioritair moet de burgerbevolking en de enorme vluchtelingenstroom worden geholpen. Daarom doen wij een oproep om niet enkel te focussen op een militaire interventie, maar vooral op de enorme humanitaire impact van dit conflict. Wat kan België op dat vlak nog doen?

Wij vragen ook aandacht voor de Koerden in het noorden van Syrië. Zij slaan momenteel op de vlucht, nadat het Al-Nusrafront een fatwa over hen heeft uitgeroepen. Mijn collega Els Demol zal daar straks uitgebreider op ingaan.

Ook hebben wij bedenkingen op lange termijn. Is het systeem van de Verenigde Naties niet voorbijgestreefd? Ik verwijs naar een artikel van Ivo Daalder, voormalig VS-ambassadeur bij de NAVO, in de *Chicago Tribune*: "De Veiligheidsraad is alleen geschikt om in te grijpen in conflicten tussen staten, maar niet voor conflicten binnen de staten." Ook de blokkeringen van Rusland en China moeten ons doen nadenken over een eventuele hervorming van heel dat systeem. Daar is de Syrische bevolking vandaag niet mee gebaat, maar wij moeten dat debat wel openen.

Tot slot betreur ik het dat de eerste minister thans niet aanwezig is. Ondanks de verschillende verklaringen heb ik toch nog niet het gevoel dat er een eenduidig standpunt te horen is. Wij hoorden de premier ook nog niet tot op vandaag. Minister Reynders, u was zeer duidelijk in uw afwijzing van een interventie. Uw collega,

minister De Crem, was veel minder uitgesproken. Ik hoorde hem net nog zeggen: "Niet ageren, is geen optie." Zijn voorzitter, de heer Beke, houdt de deur zelfs helemaal open. Ik citeer hem: "België moet zijn steun betuigen aan de bondgenoten die initiatieven nemen en eventueel zelfs bijdragen tot actie indien daarom gevraagd wordt."

Er is dus, wat ons betreft, nog altijd geen volledige duidelijkheid over dit standpunt. Ik heb de volgende vragen.

Geloof u dat er nog enige mogelijkheid bestaat dat in het kader van de VN aan een oplossing kan worden gewerkt? Indien er een mandaat zou komen, zult u dan militaire steun leveren? Is er al gesproken over de reikwijdte daarvan. Wat is het finale standpunt ter zake?

Minister Reynders, u voelde zich gesterkt door de stemming in het Britse Parlement over de militaire actie in Syrië. U vergeleek daarbij de houding van het Britse Parlement met die van de Belgische regering: ook zij vragen bewijzen vooraleer een beslissing te nemen. Ik ga er dus vanuit dat wanneer u die bewijzen krijgt, u ook bereid bent om mee te werken aan een militaire interventie. Wie zal die analyse echter maken? Wat weet u op dit moment al? Wat werd er vorige week op de NAVO-vergadering besproken?

U sprak over enkele eerste elementen die u al te horen kreeg inzake het gebruik van chemische wapens. Welke elementen zijn dat? Mogen wij ook weten wat er nu al op tafel ligt? Hoe hebt u de huidige gegevens, al verspreid door Frankrijk en de Verenigde Staten, geanalyseerd? Wat is uw eindconclusie?

Tot slot, en ik richt mij meer bepaald tot minister De Crem, hoe hoog schat u de kans in dat indien het komt tot een interventie, er ook wraakacties plaatsvinden tegen VN-troepen in Zuid-Libanon? Wat is de probabilliteit daarvan?

01.04 Christophe Lacroix (PS): Messieurs les présidents, messieurs les ministres, chers collègues, pour mon groupe, il ne peut y avoir d'impunité face à une telle horreur, face à un tel carnage, que ce soit l'utilisation d'armes chimiques, les massacres de civils ou le recours à la terreur. La Syrie est le théâtre d'horreurs depuis des mois et l'escalade dans le cynisme semble ne plus avoir de limites. Plus de 2 millions de réfugiés, plus de 100 000 morts au vu et au su de la communauté internationale qui, aujourd'hui, ne parvient toujours pas à parler à l'unisson, à trouver le meilleur moyen de peser de tout son poids pour rétablir la paix en Syrie. Parce que c'est de cela qu'il s'agit! Il faut rétablir la paix en Syrie et dans toute la région.

Pour mon groupe, la solution doit d'abord passer par les Nations unies. Mais il n'est pas possible de penser l'avenir en Syrie sans punir les graves crimes qui ont été commis, des crimes que Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations unies, qualifie de "possible crime de guerre", lorsqu'il évoque l'attaque chimique du 21 août. L'impunité serait donc le pire message à adresser à l'humanité mais intervenir pour empêcher l'impunité peut prendre plusieurs formes. Cela ne veut pas seulement dire frapper militairement ou bombarder. Cela peut aussi être, par exemple, demander au Conseil de sécurité de déférer l'affaire devant la Cour pénale internationale.

Et je rejoins encore une fois le secrétaire général des Nations unies lorsqu'il appelle les grandes puissances qui se réunissent aujourd'hui à Saint-Pétersbourg à faire preuve de responsabilité et surtout lorsqu'il rappelle que le Conseil de sécurité est l'instance chargée d'apporter une réponse à une attaque chimique. C'est pour cette raison que nous devons avoir rapidement les résultats de l'enquête menée par les experts onusiens sur l'utilisation d'armes chimiques le 21 août près de Damas. Il faut des preuves formelles. Il faut des preuves solides d'utilisation d'armes chimiques qui soient présentées devant les Nations unies. Tout le monde se souvient des preuves que certains avaient soi-disant sur la présence d'armes de destruction massive en Irak, armes qui n'ont jamais été retrouvées.

Je rappelle, en particulier à l'adresse de la N-VA parce que je parle de la Déclaration gouvernementale, que celle-ci est très claire sur cette question. Il ne peut y avoir de participation belge à une opération qui serait organisée en dehors des Nations unies.

Il faut absolument privilégier une solution multilatérale qui est seul gage de légitimité.

Mon groupe soutient la position que le gouvernement vient de présenter et l'encourage à rester fermement sur cette ligne: soutenir toute solution multilatérale pour rétablir la paix en Syrie, refuser l'impunité à ceux qui

ont commis ces crimes et, en parallèle, continuer à déployer une intervention humanitaire pour venir en aide aux populations civiles, comme la Coopération le fait déjà depuis plus d'un an.

Finalement, la solution en Syrie devra de toute façon être politique.

Il faut donc mettre en place un processus politique de dialogue et de réconciliation internes. La Syrie aura besoin d'être accompagnée et là, l'Europe aura un rôle extrêmement important à jouer.

01.05 Armand De Decker, sénateur (MR): Messieurs les présidents, je voudrais tout d'abord remercier le gouvernement pour son exposé et féliciter le ministre des Affaires étrangères pour le caractère complet de son analyse.

Nous sommes bien évidemment devant un régime ignoble, le régime d'Assad, qui viole tous les principes de la Charte des Nations unies et qui viole le droit des Nations unies, en particulier un principe introduit récemment à la suite du drame du Rwanda, la responsabilité de protéger. Il est rare de voir des chefs d'État décider de massacrer leur propre population. Il le fait, tout comme son père l'a fait dans ce même pays et avec les mêmes objectifs.

Il est évidemment inacceptable – nous, Belges, le savons mieux que tous, vous l'avez dit – d'utiliser l'arme chimique. C'est en Belgique après la Guerre 14-18 et par la Convention de 1925 que l'ignominie de l'utilisation des armes chimiques a été soulignée par la communauté internationale.

Je voudrais par ailleurs dire qu'il est indispensable que des sanctions soient prises à l'égard de ceux qui ont pris la responsabilité d'utiliser ces armes chimiques.

Pour être court, bref et direct, une question se pose.

Monsieur le ministre, vous avez indiqué que nous ne disposons pas, à ce stade, de preuves irréfutables de qui a employé l'arme chimique. Nous connaissons la communication enregistrée par la NSA entre un responsable du ministère syrien de la Défense et un responsable de l'unité qui dirige les armes chimiques.

Pourtant, il serait peut-être plus important d'en connaître le contenu exact plutôt que les analyses effectuées par les experts de l'ONU: en effet, à mon sens, il ne fait pas de doute que l'arme chimique a été utilisée. Il reste donc indispensable de savoir qui a voulu l'utiliser: le gouvernement syrien ou des éléments de l'armée syrienne fonctionnant pour d'autres intérêts ou des éléments de l'opposition dotés d'armes chimiques? Cette question est cruciale.

Ma seconde remarque importante est qu'en Syrie, comme en d'autres pays du monde arabe pour le moment, se déroule actuellement un conflit fondamental, une guerre interne à l'islam entre chiites et sunnites.

La première grande question à nous poser consiste donc à savoir si nous, Européens, devons intervenir dans un conflit entre chiites et sunnites. C'est un point fondamental du dossier sur lequel, pourtant, je n'entends que très peu d'avis exprimés jusqu'à présent, ni aux États-Unis ni à Paris, alors qu'il est essentiel.

Messieurs les ministres, vous avez exprimé la position du gouvernement: nous condamnons l'usage de l'arme chimique, nous attendons le rapport de l'ONU et nous voulons la position du Conseil de sécurité des Nations unies.

Contrairement à ce que beaucoup disent, selon moi, l'Organisation des Nations unies, sous le secrétariat général de M. Ban Ki-moon, dont je salue l'intervention, remplit réellement son rôle d'empêcher des États, ce qui englobe parfois des super puissances – comme les États-Unis – de s'immiscer dans un conflit sans avoir pris en compte toutes les conséquences de leurs actes.

Par exemple, j'étais totalement opposé à l'intervention américaine en Irak. Je me demandais comment un pays disposant de services diplomatiques, de renseignements, universitaires et académiques de tels niveaux pouvait en arriver à prendre des décisions aussi irresponsables. Malheureusement, le résultat de cette opération a abouti à une catastrophe intégrale: elle a développé et fait éclater la guerre entre chiites et sunnites. Les actualités nous le démontrent quotidiennement: aujourd'hui encore s'est produit un attentat ayant entraîné la mort de plusieurs centaines d'innocents.

Ce sont des éléments auxquels nous devons réfléchir. Je n'ai jamais été, par principe, opposé à l'usage de la force. Je sais qu'il est malheureusement parfois indispensable d'y recourir. Mais, lorsque l'on est confronté à ce choix-là, nous devons voir quels sont nos principes; et, comme vous l'avez dit, monsieur le ministre, ils nous incitent à sanctionner l'emploi de l'arme chimique, c'est une évidence.

Quand on se trouve devant un tel choix, en tant que politiques, nous sommes obligés de réfléchir aux conséquences de cette éventuelle intervention. Quelles pourraient être les réactions? Nous connaissons le caractère éminemment explosif de la région du Golfe. En cas d'intervention, même des seuls États-Unis, cela pourrait susciter l'envie de l'Iran et d'Israël de régler leurs comptes et cela pourrait prendre des proportions absolument gigantesques. L'Iran pourrait être conduit à attaquer l'Arabie saoudite et tous les États du Golfe. Vous en voyez les conséquences sur le prix du pétrole et sur notre dette publique, ainsi que sur les finances publiques européennes. Je n'en ai jamais entendu parler. Cela peut amener à l'implosion du Liban. Totalemment. Ce pays ne pourra pas résister aux centaines de milliers de réfugiés qui débarqueraient sur son territoire ni à l'action du Hezbollah. Quid de la Jordanie, qui est un pays très mal situé au regard de ce conflit et qui abrite déjà énormément de réfugiés? D'où l'importance de la dimension humanitaire et de tout ce que nous pouvons entreprendre. Je me réjouis que la Belgique ait déjà dépensé neuf millions d'euros en ce domaine. Il convient aussi de savoir qu'en Jordanie, des troupes américaines sont établies et que, si les événements prennent un tour militaire, cela mettra les États-Unis dans une situation assez particulière.

Monsieur le ministre de la Défense, je crois que l'Union européenne ne peut pas se permettre de ne pas écouter la Russie. Pour parvenir à la seule solution possible, qui est d'ordre politique, nous ne pouvons nous passer de celle-ci. Ce serait totalement impossible. Nous devons la ménager et dialoguer avec elle raisonnablement, tout en restant libres de nos choix.

Que vont faire les Kurdes dans ce conflit-là? Tout cela peut aller de pair. L'ampleur du conflit dépassera le cadre régional, avec des conséquences dans nos États européens, vu l'importance de la communauté musulmane.

Je crois évidemment qu'il faut prévoir des sanctions pour dissuader Assad... Je suis ravi d'apprendre qu'aujourd'hui, des technologies nouvelles sont utilisées pour influencer les responsables syriens en ce qui concerne l'usage de l'arme chimique, et les convaincre de leur responsabilité devant la Cour pénale internationale. Il faut inculper Assad et son régime devant cette Cour.

Je me demande quelles sanctions financières et bancaires internationales peuvent être prises. Je ne sais pas quel impact elles auraient, si elles sont réalistes, si elles auront de l'influence. Je n'en sais rien.

Je voudrais dire aussi – cela ne vous étonnera pas de ma part – qu'une fois de plus, nous sommes, l'Union européenne, totalement prisonniers de la position des États-Unis. J'ai une énorme amitié et estime pour les États-Unis, je l'ai démontré pendant 34 ans de vie politique. L'Europe ne doit pas pour autant, systématiquement et *ad vitam aeternam*, être incapable d'avoir la force de peser par elle-même.

Si nous avons fait des efforts, ces vingt-cinq dernières années, pour une Défense européenne beaucoup plus puissante; si en mutualisant nos moyens budgétaires en matière de Défense, nous avons la capacité de disposer de missiles de croisière et d'armes totalement dissuasives; si nous pouvions exister par nous-mêmes, nous pourrions dialoguer autrement avec nos amis américains sur ce sujet.

Comme toujours, il faut réfléchir aux raisons de politique nationale sous-tendant les décisions internationales des États. Nous savons quels reproches les Républicains font aux Démocrates. Il convient d'étudier ces éléments et de mesurer leur impact sur les décisions éventuelles du président Obama.

Enfin, je soumets tous ces éléments à notre réflexion collective. Je suis terriblement étonné, depuis quinze jours, de ne rien entendre de cela dans les médias – à peu près rien, sauf par des analystes extérieurs qui parlent en leur nom propre.

Je n'ai pas entendu le gouvernement envisager les conséquences de l'usage de la force dans une affaire qui indiscutablement le mériterait au niveau des principes. Des sanctions devraient être prises, mais pas nécessairement celles qui sont envisagées. Je pense que les conséquences de frappes...

M. Obama dit qu'il va sanctionner, mais qu'il va consulter le Congrès. Mais il dit tout de suite qu'il n'est pas

question de toucher à M. Assad. Pourquoi? Soyons très clairs: la Russie a désigné cette ligne rouge, interdisant de toucher au régime de M. Assad. Ce n'est pas dit dans les médias, mais c'est la vérité. La Russie dit: "ça, vous ne faites pas; autrement, on se fâche vraiment."

Au-delà des grands principes et de la nécessité des mesures et des sanctions, j'aimerais que l'on tienne compte de tous ces éléments-là. Je vous remercie.

01.06 Benoît Hellings, sénateur (Ecolo): Messieurs les présidents, le fait que nous soyons rassemblés, à l'image des parlements américain et britannique, témoigne d'une forme de retour en force des parlements. À l'heure où les instances onusiennes sont défaillantes, c'est une bonne nouvelle: il y a encore une place pour la démocratie et la défense du droit – du droit international en particulier.

C'est une occasion de rappeler la position des écologistes, qui ont toujours été favorables à ce qu'une décision aussi importante que de mener la guerre soit prise par les parlements. Nous sommes demandeurs d'une révision de l'article 167 de la Constitution, qui permettrait à ce parlement de se prononcer préalablement à une entrée en guerre de la Belgique. C'est un débat plus général qu'on aura l'occasion de mener. Je profite de l'occasion qui nous est donnée ici.

Un texte de la Commission européenne nous a été soumis, concernant une possible approche commune de l'Union européenne en Syrie. Je demande à notre président qu'il soit mis à l'ordre du jour prochainement afin que nous puissions donner un avis, conformément à ce que le traité de Lisbonne nous permet désormais, impliquant ainsi les parlements nationaux dans la constitution, si possible, de positions européennes communes.

Sur le fond, nous sommes ici face à un paradoxe. Comme vous l'avez dit, monsieur Reynders, la Syrie fait partie du Protocole de Genève de 1925 mais n'est pas signataire de la Convention de 1993.

C'est parce que M. Obama a défini l'usage d'armes chimiques comme étant la ligne rouge à ne pas franchir que nous nous retrouvons dans la situation où il nous faut analyser s'il est légitime et légal du point de vue du droit international d'intervenir en Syrie, pour les États-Unis, la France et, auparavant, la Grande-Bretagne.

Or, en l'occurrence, les sanctions ne sont pas applicables dans le cas du Protocole de 1925 et la Syrie n'est pas signataire de la Convention de 1993. Il est paradoxal de se dire qu'on envisage une intervention après, malheureusement, 10 000 morts atroces dans un carnage chimique, alors que l'on décompte 100 000 morts depuis 2 ans et demi.

La situation politique, humanitaire, militaire réclame d'agir face à l'horreur. Comme cela a été dit, rester les bras croisés n'est absolument pas la solution. Mais des frappes, fussent-elles ciblées, sont-elles la solution? Protégeront-elles le peuple syrien? Là, je suis tout aussi perplexe qu'un certain nombre de mes collègues car des attaques ciblées dans une telle région présentent de gros risques. Il y a en effet l'Iran, l'Irak, le conflit entre chiites et sunnites, comme cela a été avancé, la question israélo-palestinienne, l'Égypte mais aussi le Liban avec le Hezbollah. Les conséquences potentielles d'une attaque, même ciblée, peuvent être extrêmement graves.

À ce titre, j'aimerais vous poser une question au sujet des discussions qu'a eues notre ambassadeur au sein de l'OTAN le 28 août. Les États-Unis ou leurs alliés ont-ils parlé de l'usage éventuel d'armes à sous-munitions dans des frappes potentielles? C'est important à savoir car s'il s'agit ici d'avoir un impact dans le cours de la guerre et de frapper éventuellement des sites chimiques, ceci peut avoir des conséquences techniques extrêmement graves. J'ignore quel est l'impact du bombardement d'un site chimique mais l'on peut s'attendre au pire.

Il est évident qu'il faut des preuves irréfutables et incontestables de l'usage d'armes chimiques par le régime syrien devant le Conseil de sécurité avant d'entamer une quelconque action militaire. Si les preuves irréfutables et incontestables ne sont pas avancées, des rebelles, en particulier des rebelles islamistes soutenus par le Qatar et l'Arabie Saoudite, pourraient être tentés – tentation qui pourrait être très grande – de faire blâmer le régime syrien, dans l'hypothèse où ces rebelles islamistes utiliseraient des armes chimiques. Or, on sait que, dans la région, le transfert d'armes est gigantesque et il concerne aussi les rebelles islamistes.

Le risque d'escalade est énorme: le Hezbollah face à Israël, comme l'a dit M. De Decker; la Syrie qui pourrait

attaquer la Turquie qui est membre de l'OTAN, ce qui n'est pas anodin et, enfin, le Liban qui est lui-même, le théâtre d'énormes tensions, puisqu'il est le réceptacle essentiel des réfugiés provenant de Syrie.

Dès lors, qu'il y ait des frappes militaires ou pas, les seules solutions sont forcément politiques et diplomatiques. Et, comme M. Reynders l'a dit, des éléments encourageants nous proviennent de Russie et d'Iran.

Aujourd'hui, le gouvernement russe a formellement dit que s'il y avait des preuves irréfutables, irrévocables de l'usage d'armes chimiques, il fallait envisager une intervention. L'Iran quant à lui a une position extrêmement délicate puisqu'il a lui-même été victime durant la guerre Iran-Irak - on le sait - de bombardements chimiques. Il faut profiter de l'avènement du nouveau président Rohani pour voir s'il est possible d'avoir un dialogue. Pour ma part, je n'ai aucun fantasme sur les souhaits de l'Iran mais dans l'écheveau d'une guerre éventuelle, il serait important, me semble-t-il, d'essayer de mettre autour de la table ces divers intervenants pour trouver une solution et de jouer sur les peurs de chacun pour essayer d'éviter l'irréparable.

La solution est donc diplomatique; elle est politique et nous avons une fenêtre d'opportunité qui s'ouvre, celle du G20 à Saint-Pétersbourg.

Au-delà des frappes, au-delà de l'intervention militaire, il existe toute une panoplie de sanctions qui sont encore possibles contre la Syrie. Il s'agit bien sûr de limiter l'usage des visas, de geler les avoirs des proches du régime syrien et du blocage bancaire comme il en a été discuté préalablement.

Il faut aussi mesurer l'impact que pourraient avoir ces éventuelles frappes sur les populations. On ne sait absolument rien de ce que pourrait donner le bombardement d'un site chimique.

Une intervention, c'est aussi penser la transition via un plan politique qui mettra tout le monde autour de la table et auquel l'Union européenne, avec la Ligue arabe, doit être associée. Genève II doit par ailleurs être lancé à l'occasion de ce durcissement, de cette accélération historique initiée par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France.

La Belgique pourrait déjà agir. Monsieur Reynders, vous avez indiqué que l'aide à la Syrie et aux réfugiés syriens était extrêmement importante. En 2012, vous avez débloqué un budget de 500 000 euros à titre de prévention des conflits. Qu'en sera-t-il pour 2013 et 2014, sachant que quantité de coupes budgétaires ont été effectuées dans ces matières lors du dernier contrôle budgétaire? Quels sont les montants que vous souhaitez consacrer à cette importante mission pour que la Belgique ait un véritable impact dans la région?

Est-il question, comme en Suède, d'accorder une protection subsidiaire aux réfugiés syriens. La Suède a annoncé cette mesure hier. Il me semble que cette position serait particulièrement intéressante que la Belgique pourrait prendre en totale solidarité avec le peuple syrien qui souffre maintenant depuis deux ans et demi.

J'ai une dernière question.

Je constate une divergence entre M. Reynders, qui dit qu'il faut faire attention – et je souscris pleinement à ces propos – et être certain des preuves avancées avant de prendre position et que par ailleurs, toute décision doit passer par les Nations unies, et M. De Crem qui dit qu'il ne faut pas se désolidariser tout à fait de nos alliés. En Grande-Bretagne, il y a eu un débat au parlement, comme ici, et ils sont revenus sur leur décision d'intervenir.

Pourtant, il est probable que la France et les États-Unis se lanceront dans une mission.

J'aimerais que M. De Crem prenne les mêmes engagements que M. Reynders.

01.07 **Vincent Van Quickenborne** (Open Vld): Heren voorzitters, vicepremiers, bedankt dat u vandaag in het Parlement de commissies de kans hebt gegeven om van gedachten te wisselen over deze belangrijke kwestie.

De Hoge commissaris voor de Vluchtelingen, de heer António Guterres, heeft gisteren duidelijke taal gesproken. Hij heeft gezegd dat Syrië de grootste tragedie is van deze eeuw. Beide vicepremiers hebben

afschuwelijke cijfers geciteerd. Ik wil er nog enkele aan toevoegen. Elke 15 seconden komt er een Syrische vluchteling bij. 90 % van de kinderen die zijn gevlucht hebben geen les meer kunnen volgen. Anderhalf miljoen huizen in Syrië zijn vernietigd.

Aan al diegenen die pleiten voor een louter politieke oplossing zou ik willen vragen wat die politieke oplossing tot nu toe heeft opgebracht? Wat heeft de internationale gemeenschap tot nu toe gedaan? Behalve wat hoge woorden, is dat bitter weinig. Het bleef in elk geval zonder enig resultaat.

Op 21 augustus werd er een rode lijn overschreden. Volgens tal van berichten werden er toen chemische wapens ingezet door het regime.

Collega's, die rode lijn geldt niet enkel voor de Verenigde Staten maar voor de ganse internationale gemeenschap. Het is immers de internationale gemeenschap die zich – via de Conventie van Den Haag in 1899, het rotocol van Genève in 1925 en de VN-Conventie die in 1997 in werking is getreden – ertoe heeft verbonden om deze rode lijn te doen respecteren. Waarom? Omdat de internationale gemeenschap onder geen beding misdaden tegen de menselijkheid kan tolereren.

Drie inlichtingendiensten van de Verenigde Staten, Frankrijk en Groot-Brittannië zijn tot de conclusie gekomen dat de verantwoordelijkheid voor het gebruik van chemische wapens – ik citeer het rapport van het *Joint Intelligence Committee* van Groot-Brittannië – “*highly likely*” bij het regime van Assad ligt. Ze spreken alledrie over bewijzen “*beyond all reasonable doubt*”. In het Nederlands is dat “met aan zekerheid grenzende waarschijnlijkheid”. Dat zijn trouwens ook de woorden die de minister van Defensie na de kern heeft gebruikt. Die standaard, *beyond all reasonable doubt*, is een standaard die voldoende is voor een veroordeling voor de rechtbank. Dat is een bewijs van schuld.

Een onafhankelijk VN-team heeft een onderzoek ingesteld. De resultaten worden volgende week bekendgemaakt. Zij kunnen hopelijk definitief uitsluitel bieden.

Ons land heeft altijd voor een mandaat van de VN-Veiligheidsraad gepleit. Ook onze fractie blijft een VN-mandaat een belangrijk gegeven vinden. Een ingrijpen met steun van de Verenigde Naties is immers het sterkst mogelijke signaal.

Heren ministers, laat ons de realiteit echter erkennen. Een dergelijk mandaat zal niet evident zijn, hoewel Rusland vandaag de deur op een kier zet. De fratsen van Poetin kennende, weten wij wat zijn woorden waard zijn.

De vraag is derhalve of wij het ons kunnen permitteren om niets te doen. Niets doen, is gemakkelijk. In het licht van wat in Syrië gebeurt, is het echter een vorm van schuldig verzuim. Niets doen, is ook een verantwoordelijkheid. De geschiedenis is vol van momenten waarop werd beslist niets te doen, soms met een rampzalige afloop.

Daarom moet ons land, vanaf het ogenblik dat onze regering beschikt over bewijzen *beyond all reasonable doubt* dat chemische wapens door het regime zijn gebruikt, de kant van de mensenrechten kiezen. Wij kunnen, net als in Libië, onschuldige burgers niet aan hun lot overlaten.

Onder voornoemde voorwaarden moet België achter een doelgerichte militaire actie staan, die in tijd en ruimte beperkt is, met als enig doel elk toekomstig gebruik van chemische wapens tegen te gaan. Wij moeten dit doen met de Verenigde Naties, als het kan, maar zonder de Verenigde Naties, als het moet. In laatstgenoemd geval moet dat met een zo breed mogelijke coalitie gebeuren, gaande van de Verenigde Staten, Frankrijk en Turkije tot landen van de Arabische Liga.

Daarom wil onze fractie een oproep aan de regering doen, om onder de hiervoor geschetste voorwaarden te handelen.

Ten eerste, wij moeten blijven ijveren voor een krachtig optreden van de Verenigde Naties. Ten tweede, wij moeten een zo ruim mogelijk draagvlak onder de Europese partners vinden – de minister van Buitenlandse Zaken heeft ter zake naar zijn ontmoeting in Vilnius verwezen. Ten derde, wij moeten achter een doelgerichte militaire actie staan, om onschuldige burgers tegen het toekomstige gebruik van chemische wapens te beschermen.

Heren ministers, de steun van ons land kan best na een volgend debat in het Parlement.

Ik begrijp dat de regering sluitende bewijzen wil. Ik begrijp dat de regering zekerheid wil. Ik begrijp ook dat de regering niet roekeloos wil zijn. Ik zou echter niet begrijpen dat, indien er sluitende bewijzen zijn, onze regering machteloos blijft toekijken.

Collega's, een land waarin gas voor het eerst als wapen werd ingezet, heeft een plicht tot spreken en tot handelen. In het andere geval klinkt elke herdenking van Wereldoorlog I hol.

Ik mag u danken.

01.08 **Roel Deseyn** (CD&V): Heren voorzitters, heren ministers, ik dank u voor de toelichting.

Men zegt dat er een nieuwe grens is overschreden. Dat zal zeker waarheid bevatten, maar men kan niet stellen dat een nieuwe grens is overschreden alsof dit de eerste grens zou zijn die werd overtreden. Reeds vele maanden pleiten wij in de Kamercommissie voor de Buitenlandse Zaken voor een goede follow-up van het dossier Syrië, waarbij men er altijd is van uitgegaan dat het geen gemakkelijke situatie is, maar dat men er iets aan kan doen.

Samen met de minister van Buitenlandse Zaken heeft men lang de piste bewandeld van de *human corridors*, de corridors voor vluchtelingen en voor humanitaire interventies. Niets doen is inderdaad geen optie, maar men mag niet de indruk wekken dat er nog niets is gedaan of denigrerend doen over diplomatieke conferenties of politieke contacten die ook hun waarde hebben gehad.

Het beraden over de militaire actie is intrinsiek al heel waardevol en getuigt van het tegendeel dat er niets zou worden gedaan.

Het komt erop aan de humanitaire noden van de bevolking op korte termijn te lenigen. België is op dat vlak reeds actief geweest. Ik verwijs in dit opzicht ook naar de grote inspanningen van Turkije, dat met heel wat hulpvragen wordt geconfronteerd inzake de inrichting van de kampen en de logistiek.

Plots spreekt men van een rode lijn, die de enige verdienste heeft meer politici en meer mensen te mobiliseren om debat te voeren en na te gaan wat er kan worden gedaan in Syrië. Dat is onze grote bekommernis van deze namiddag: hoe kunnen wij zinvol ageren in deze regio?

Een belangrijke kanttekening die het debat conditioneert, is de opdracht die aan de onderzoekers van de Verenigde Naties werd gegeven. Daarbij wordt niet zozeer de wat-vraag of de follow-up ervan ter discussie gesteld, maar wel de wie-vraag. Wie is verantwoordelijk voor wat er is gebeurd met de chemische wapens?

Heren ministers, ik heb de volgende vragen. Wie zal daaromtrent een mandaat krijgen? Ik begrijp dat dit niet expliciet wordt vermeld in de missie van de Verenigde Naties. Wie zal de follow-up doen? Dat lijkt mij heel wenselijk voor een verder logisch vervolg.

Ik verwijs ook even naar de consultatieronde van Catherine Ashton met de ministers van Buitenlandse Zaken van de Europese Unie. Belangrijk is te onderlijnen dat alle lidstaten hebben gezegd een voorkeur te hebben voor een resolutie van de Veiligheidsraad en dat alle gesprekspartners verkozen het einde van de VN-inspectiemissie af te wachten. Een derde conclusie uit die gesprekken was dat men nog hoop put uit een reactivering van het proces van Genève, of dat minstens niet wil laten vallen.

Wat de politieke, diplomatieke en militaire follow-up betreft, is het volgens mij heel goed dat er de komende dagen een informele top plaatsvindt van de ministers van Buitenlandse Zaken – de Gymnich – die apart vergaderen van de ministers van Defensie. Daardoor zou misschien een Europese motor kunnen worden geconstrueerd, niet om alleen te rijden, maar ook om een maximale dialoog te voeren, ook met de Verenigde Staten, om tot reële slaagkansen te komen voor een echte multilaterale, internationale of zelfs globale alliantie.

Er is de komende dagen niet alleen die opportuniteit, want ook op de G20-top zou informeel ruimte moeten worden vrijgemaakt voor de hoofdrolspelers. Men doet daar pessimistisch over, maar het zou politiek zeer verkeerd zijn om die kansen tot gesprek niet te benutten. Het gaat mij hierbij wel degelijk over diplomatieke inspanningen voor Syrië.

Onze verantwoordelijkheid is er niet plotseling gekomen de afgelopen weken of maanden. Het gaat ook over onze humanitaire bezorgdheid na de humanitaire catastrofes, die al vele maanden aan de gang zijn. Ook op het vlak van de follow-up van het gebruik van chemische wapens is onze verantwoordelijkheid net zo groot. In die zin kan ik mij dan ook aansluiten bij de collega's die zeggen dat het niet gaat over die ene grote "strike", die straffer zou zijn dan de opstelsom van de vele individuele wrede daden.

Wij hebben slechte ervaringen met de follow-up van militaire interventies in die regio. Die leren ons ook het belang van een duidelijk scenario. België moet een inspanning doen om bij staten aan te dringen op de ratificatie van wapenverdragen. Dat biedt ons immers enkele gerechtelijke mogelijkheden. Ik wil die piste vandaag niet bewandelen, maar het is wel een piste voor de langere termijn. We stellen vast dat we nu op bepaalde vlakken vastzitten, omdat er misschien onvoldoende werd geïnvesteerd in het aansporen van bepaalde regimes om bepaalde conventies te onderschrijven.

Ik wil het daarbij laten voor het aspect buitenlandse politiek. Voor de defensieaspecten verwijs ik graag naar collega Kindermans.

01.09 Marie Arena, sénatrice (PS): Monsieur le président, je ne reviendrai pas sur le contexte tragique, qui a été décrit par mes collègues. Je remercie les membres du gouvernement pour les informations qu'ils ont pu nous apporter. Nous sommes ici en pleine discussion parlementaire – et M. Hellings s'en félicitait -, mais rappelons que la Belgique n'a pas été sollicitée, sauf erreur de ma part. Personne n'a rappelé le contexte dans lequel nous travaillons aujourd'hui.

J'approuve la position qui a été définie par le gouvernement et qui se résume en trois points. Premièrement, il convient d'agir dans le cadre d'une coopération multilatérale internationale sous le couvert des Nations unies. C'est l'accord de gouvernement qui le décrit. Cette position de principe a été rappelée aujourd'hui par les membres de ce gouvernement. Deuxièmement, il importe de dissuader le régime d'employer des armes chimiques. C'est une priorité, qui vise à permettre un dialogue politique. Troisièmement, il faut parvenir à rallier les Russes, bien entendu, l'Iran et la Ligue arabe, laquelle est aujourd'hui extrêmement fragmentée en termes de capacité et de volonté d'intervention en Syrie. Si l'on peut parler de forces internationales telles que les États-Unis et la Russie, nous ne devons pas oublier cette Ligue arabe qui se situe évidemment au point d'intersection de ce qui se joue au Moyen-Orient. Par conséquent, n'oublions pas cet acteur important.

Ces trois principes délimitent le contexte dans lequel, en cas d'intervention, l'action de la Belgique devrait se déployer.

Monsieur Reynders, vous avez abordé la question humanitaire. Si la Belgique n'a pas été sollicitée quant à une éventuelle intervention militaire, elle a en revanche un rôle important à jouer sur le plan humanitaire. Nous avons reçu des témoignages de Médecins sans Frontières rapportant une pénurie de médicaments et l'insuffisance des moyens employés. Je souhaitais donc savoir avec exactitude quelles étaient les capacités du gouvernement de venir appuyer les ONG établies en Syrie. Aux portes de cet État, plusieurs pays sont à la limite de l'implosion. On peut parler du Liban en particulier. Pensons aux exilés syriens qui y sont installés: c'est comme si la Belgique devait accueillir plus de 2,5 millions de réfugiés en tenant compte de leurs besoins propres, mais aussi de leurs traumatismes résultant de la guerre.

Quelles sont les réponses à apporter à ces pays - le Liban, la Jordanie, la Turquie et d'autres régions actuellement sous pression – qui risquent de tomber dans des situations d'instabilité à la suite de l'arrivée massive de réfugiés?

Deuxièmement, le président Obama se rendra en Europe et entreprendra une tournée de plusieurs pays. En quoi consistera la stratégie?

Consistera-t-elle pour les États-Unis à travailler davantage à un consensus avec les Russes ou à rechercher des soutiens européens?

Quelle est votre position actuelle?

Troisièmement, la Russie bouge. Monsieur Reynders, vous avez dit préférer permettre l'achèvement de la mission des experts onusiens: ce serait un élément pour pousser la Russie à réagir. Aujourd'hui, nous avons entendu que M. Poutine, sur base d'éléments probants, pourrait envisager de modifier sa position.

Que savons-nous sur la position russe?

S'agit-il davantage d'un jeu stratégique et politique que d'une volonté sincère de bouger?

Enfin, disposez-vous de davantage d'informations quant à la position divisée de la Ligue arabe?

01.10 Filip Dewinter, senator (VB): Mijnheer de voorzitter, collega's, het kan verkeren. Waar is de tijd dat Belgische politici, ministers als Louis Michel inclus, de deur van het Assadregime in Syrië platliepen om er Belgisch-Syrische economische samenwerking te bepleiten en Belgische firma's aan te bevelen? Het kan verkeren. Waar is de tijd dat de Parti Socialiste en de sp.a samen met de Baathpartij waarvan vader en zoon Assad al decennia secretaris-generaal zijn, deel uitmaakten — *bien heureux de se trouver ensemble* — van de socialistische internationale? Waar is de tijd — in 2006, ik herinner het mij nog — toen de Belgische regering er openlijk voor pleitte om de Golanhoogte, uiteindelijk bezet door Israël, af te staan aan Syrië? Uitgerekend Syrië, waar toen ook al Assad het voor het zeggen had? Het kan verkeren. Vandaag zijn Assad en zijn regime de grote boeman van het Westen en dus ook van de moedige Belgische regering.

Maar wij zijn hier niet om het proces te maken van de Belgische traditionele politiek in het verleden ten aanzien van Syrië, nochtans een interessant historisch gegeven, maar wel om ons licht te laten schijnen op de recente aanval met chemische wapens, op 21 augustus. Iedereen zal ondertussen wel moeten toegeven dat er inderdaad een incident is geweest waarbij honderden slachtoffers zijn gevallen door de inzet van chemische wapens. Minder duidelijk is wie die wapens heeft ingezet. Ik zal in deze zaal wellicht de enige politicus zijn die sinds het uitbreken van de burgeroorlog in Syrië ook daadwerkelijk een bezoek aan Syrië heeft gebracht en er heeft gepraat met politici van allerhande strekkingen, onder anderen de eerste minister, de minister van Buitenlandse Zaken, de minister van Informatie, de voorzitter van het Parlement, vertegenwoordigers van de Verenigde Naties en van het Rode Kruis.

Assad heeft ongetwijfeld heel wat bloed aan de handen en hij heeft heel wat misdaden begaan met zijn regime, maar hij en zijn regime zijn allesbehalve naïef en dom. De vraag moet worden gesteld *à qui profite le crime?* Wie heeft er baat bij, uitgerekend op dit moment waarop het Assadregime militair met conventionele wapens aan de winnende hand is? Ik denk aan het feit dat het leger van Assad Homs heeft veroverd, de symbolische hoofdstad van de moslimbroeders. Ik denk aan het feit dat de weg naar Aleppo nu ook open ligt voor het Syrische leger.

Ik denk aan de overwinningen met conventionele wapens in de buitenwijken van de hoofdstad Damascus, die ik trouwens zelf heb bezocht. Wie heeft er baat bij de inzet van chemische wapens op dit moment? Heeft Assad, op een moment dat hij militaire overwinningen boekt, er baat bij om uitgerekend het Westen tegen zich in het harnas te jagen en zich een militaire vergeldingsaanval, klein of groot, van Groot-Brittannië – dat is nu van de baan –, de Verenigde Staten, Frankrijk en aanverwanten op de hals te halen? Die vraag wordt hier door al die toch wel bijzonder intelligente politici blijkbaar niet gesteld, want die vraag is natuurlijk pijnlijk. Die vraag beantwoorden, zou wel eens het hele verhaal dat hier wordt opgehangen door de regering, in het gedrang kunnen brengen.

Laten we eerlijk zijn: niemand weet precies – ook niet de dames en heren van de Vld, die zich zoals steeds ontpoppen als trouwe bondgenoot van de Verenigde Staten – wie uiteindelijk gifgas heeft ingezet. Er is de piste dat er tijdens de gevechten een opslagplaats met chemische wapens werd getroffen en dat daardoor die slachtoffers zijn gevallen. Hebben de rebellen chemische wapens buitgemaakt en afgevuurd, zoals de Russische regering beweerde? Of hebben de rebellen zelf met primitieve middelen zenuwgas geproduceerd, zoals een leider van de Syrische oppositie Haytham Manna, de leider van het Nationale Coördinatiecomité voor Democratische Verandering, uiteindelijk in de media heeft gelanceerd?

Niemand, die het weet, maar ik meen niet dat dat enig belang heeft. Men heeft een stok nodig om de hond te slaan en men heeft die gevonden. Ik heb een sterk gevoel van *déjà vu*, zoals wellicht velen van u. De massavernietigingswapens van Saddam Hoesein in Irak van toen zijn nu de chemische wapens van Assad, heb ik de indruk. Wij weten dus niet wie die wapens heeft gebruikt. Niemand kan het sluitend bewijs voorleggen, dat het uiteindelijk de Syrische regering was, die hiervoor de opdracht heeft gegeven.

Het tweede deel van ons debat handelt over de eventuele noodzaak van een militaire aanval. Moeten wij die aanval überhaupt overwegen? Moeten wij, zoals de heer De Crem oppert, loyaal zijn aan onze bondgenoten, als het tot een militaire aanval komt? Dat is toch een heel ander verhaal dan wat minister Reynders naar voren schoof. Hij was veel afstandelijker en trad uitdrukkelijk het regeringsstandpunt bij betreffende een VN-mandaat.

Als men een oorlog begint moet men een duidelijke doelstelling hebben. Als men uiteindelijk een dergelijke

militaire aanval uitvoert moet er een doelstelling zijn. De doelstelling van de Verenigde Staten, de resolutie die voorligt voor het Congres en wellicht zal worden goedgekeurd, beperkt zich tot het feit dat men een mandaat krijgt voor 60 dagen, eventueel te verlengen met nogmaals 30 dagen. Er komt geen grondaanval, enkel een aanval via kruisraketten en dergelijke. Is het dat wat men wil? Obama zegt zelf dat zij niet gaan voor een verandering van het regime met deze vergeldingsaanval. Zij gaan zelfs niet voor een verandering van het leiderschap met deze aanval. Wel integendeel, zij willen hen alleen dwingen om geen chemische wapens meer te gebruiken in de toekomst.

Nochtans hoor ik minister Reynders zeggen dat het uiteindelijk de betrachting van onze regering en van de internationale gemeenschap moet zijn om van Syrië een democratisch land te maken. Dat zal dan een uitzondering in de regio zijn, mijnheer de minister van Buitenlandse Zaken. Misschien kunt u dat ook bepleiten bij de bondgenoten van de Verenigde Staten. Misschien kunnen wij pleiten voor een democratisch regime in pakweg Koeweit, Bahrein, Saoedi-Arabië en Qatar, de traditionele bondgenoten van de Verenigde Staten en blijkbaar ook uw bondgenoten in dit conflict. Daar zijn natuurlijk heel erg stabiele democratische regimes aan de macht die rechten respecteren van minderheden, vrouwen en niet-moslims. Dat weten wij uiteraard allen. Vergeef mij mijn cynisme, maar de selectieve verontwaardiging die op momenten als deze wordt tentoongespreid door traditionele partijen allerhande is toch wel bijzonder eenzijdig.

Mijnheer de minister, collega's, ik heb de indruk dat in dit conflict deze zogenaamde ontradingsstrategie van de Amerikanen vooral het belang van de Amerikaanse president moet dienen. Het is een presidentiële oorlog waarin hij niet meer achteruit kan en waarin hij zijn gezicht niet kan en mag verliezen. In deze moeten wij niet de belangen van de Verenigde Staten, laat staan van het Westen, maar die van Hussein Barack Obama — ik gebruik graag zijn beide voornamen — dienen.

Laat het duidelijk zijn, het is uiteraard tragisch dat er in Syrië tienduizenden mensen omkomen in een oorlog tussen wat uiteindelijk vijandige islamitische groepen zijn. De ene moslim slacht de andere af.

Ik heb geen enkele sympathie voor het regime van Assad. Ik stel mij ter zake echter telkens de vraag in hoeverre het alternatief van het verzet, waarbinnen Jabhat al-Nusra, mede dankzij de steun van landen zoals Saoedi-Arabië en aanverwanten, ondertussen een heel belangrijke en misschien wel dominante invloed heeft verworven, een alternatief vormt voor het regime van Assad.

Laten wij immers even de feiten op een rijtje zetten. Syrië is een seculier land. U mag mij nog een vier- of vijftal andere landen in de regio noemen — u zult ze niet vinden — waar de islam niet de staatsgodsdienst is, met respect ook voor minderheden, zoals de christenen, die 12 % van de Syrische bevolking uitmaken, de alawieten, die een zeer gematigde moslimsekte vormen waarvan Assad deel uitmaakt, de Druzen, de Koerden en aanverwanten. Syrië is een land met wellicht het beste onderwijssysteem en met het meest geëvolueerde socialezekerheidssysteem van de regio. Het heeft tevens een goed gezondheidssysteem, dat in het verleden, zelfs door de Verenigde Naties, werd geroemd en geloofd.

Zullen wij dat alles op de helling zetten, doordat u daar een wel erg twijfelachtige club aan de macht zult helpen? Hebben wij dan niets geleerd van de fameuze Arabische revolutie in landen zoals Lybië, Egypte en Tunesië, waar u ook heel enthousiast de rebellen, het verzet en de democratische krachten, hebt gesteund? Wat zij allemaal mogen voorstellen, weten wij ondertussen. Zij zijn er nu aan de macht en moeten alweer van de macht af, hoewel wij nog maar een jaar later zijn.

Ik heb ter zake de grootste vraagtekens.

Heren ministers, collega's, wat mij opvalt, is dat hier twee ministers het woord voeren — een Franstalige en een Nederlandstalige, een Vlaming en een Waal, een liberaal en een christen-democraat — die uiteindelijk een heel ander verhaal neerzetten.

Minister Reynders houdt zich strikt aan het VN-mandaat, veroordeelt uiteraard het gebruik van chemische wapens en verklaart dat de Verenigde Naties de tijd moet worden gegund om het onderzoek tot op de bodem te voeren, waarna de Veiligheidsraad uiteindelijk een standpunt moet innemen. Hij verklaart ook dat in voorkomend geval een embargo misschien niet mag worden uitgesloten. Indien er een eensgezind standpunt van de Verenigde Naties is, is misschien zelfs een aanval met militaire middelen mogelijk.

Onze Crembo, minister van Landsverdediging De Crem, gaat er daarentegen voluit tegenaan, wellicht in het vooruitzicht van de ambities die hij op andere internationale niveaus heeft, om de NAVO niet te noemen. Ik

heb zijn verklaringen letterlijk genoteerd en hij zegt “dat wij begrip moeten opbrengen voor mogelijke militaire acties van onze bondgenoten.”

Dat is iets helemaal anders dan wat minister Reynders en de regering vertellen. Hij zegt dat als het zover komt, zelfs bij een aanval die niet het mandaat heeft van de Veiligheidsraad, wij ons niet mogen desolidariseren van onze bondgenoten. Wat betekent dat, ons niet desolidariseren van onze bondgenoten? Betekent het dat wij de aanval moreel zullen goedkeuren? Betekent het dat wij de aanval logistiek zullen ondersteunen? Betekent het dat wij eventueel, als wij daartoe gevraagd zouden worden, de aanval militair zullen ondersteunen? Wat betekent “begrip opbrengen voor mogelijke militaire acties en het niet desolidariseren van onze bondgenoten?”

Gaat u akkoord met die bewoordingen, minister Reynders? Is dat het mandaat dat u beiden van deze regering hebt gekregen of horen wij hier een verdeelde regering aan het woord? Of brengt minister De Crem uiteindelijk zijn eigen verhaal, op basis van de ambities die hij ter zake koestert?

Tot besluit heb ik nog enkele vragen.

Ten eerste, wat zal het standpunt van de regering zijn, als zou blijken dat de chemische aanval niet het werk is van het Assadregime of misschien het werk is van een of andere dissidente club binnen het Assadregime, zoals het tweede pantserkorps, dat geleid wordt door de broer van Assad, die een steeds agressievere koers vaart die niet meer in overeenstemming is met die van het regime? Dat lijkt mij een logische vraag.

Ten tweede, wat zult u doen indien de VS inderdaad uw logistieke — militaire lijkt mij weinig waarschijnlijk, gezien de bescheiden middelen waarover wij beschikken — steun vragen, bijvoorbeeld om militaire goederen over Belgisch grondgebied te transporteren via de haven van Antwerpen die traditiegetrouw een aanleverroute voor dergelijke goederen is?

Ten derde, zult u een aanval zonder mandaat van de Veiligheidsraad, eventueel van de Verenigde Staten daarin gesteund door Frankrijk, veroordelen of zult u er het zwijgen toe doen?

Dat zijn belangrijke vragen waarop ik tot nu toe geen antwoord heb gehoord.

Mijn conclusie is duidelijk. Ons land moet niet alleen absoluut neutraal blijven, maar moet zich verzetten tegen iedere vorm van inmenging in het Syrische conflict. Dit is niet ons verhaal. Wij hebben er geen enkel belang in te dienen en wij hebben al zeker geen belang bij een conflict in de regio. Iedere vorm van inmenging zal het wankel Arabische en islamitische evenwicht in die regio in het gedrang brengen en misschien zelfs een wereldconflict tot gevolg hebben.

Het Syrische conflict is geëvolueerd tot een machtsstrijd — dat werd al een paar keer gezegd, maar de conclusie wordt niet getrokken — tussen de twee belangrijkste strekkingen binnen de islam, namelijk de sjiiitische en de soennitische.

Het is een machtsstrijd tussen de twee belangrijkste strekkingen binnen de moslimwereld. De twee belangrijkste strekkingen van de islam, de grootste vijand van het Westen, moorden elkaar uit. Het is ongetwijfeld pijnlijk; het is betreurenswaardig en erg dat dat gebeurt, maar wij moeten alleen maar afstand houden en voor één keer onze belangen ter zake dienen, die van Europa. Dat betekent neutraliteit handhaven en niet slaafs aan het handje van Barack Hussein Obama lopen in het conflict.

01.11 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik kan niet nalaten om mijn verwondering uit te drukken. Vóór mij is er iemand aan het woord geweest, die verwijst naar het feit dat sommige partijen of sommige personen in het verleden ooit contact gehad hebben met vader of zoon Assad. Er is in de zaal echter maar één persoon, die in 2013 contact gehad heeft met het Assadregime. Wij hebben met zijn allen kunnen vaststellen dat dat blijkt uit het gekleurd verhaal, dat hij hier heeft opgehangen.

Mijnheer Dewinter, niemand kan immers de huizenhoge verantwoordelijkheid van de heer Assad ontkennen. Het gaat om honderdduizend doden, twee miljoen vluchtelingen en vier miljoen ontheemden. Dat is de balans van het menselijk leed, waarin de heer Assad, voor wie u zoveel begrip opbrengt, een huizenhoge verantwoordelijkheid te dragen heeft.

Op 21 augustus werd een grens overschreden. Wij weten inderdaad niet door wie, maar gelet op de

brutaliteit van het regime valt het niet uit te sluiten dat het Assads regime is dat een grens heeft overschreden, de grens van het verbod op het gebruik van chemisch gas.

Collega's, voor de sp.a-fractie kan die overtreding niet zonder reactie blijven.

Maar emotie is in de internationale politiek een slechte raadgever, zeg ik altijd. Het gaat om een heel erg moeilijk dossier; collega Armand De Decker heeft daarnaar al verwezen. Wij moeten dus dat dossier zeer voorzichtig benaderen.

Onze fractie stelt dat zelfs een flagrante inbreuk van het internationaal recht, zoals de gasaanval, niet mag worden beantwoord met een nieuwe inbreuk op hetzelfde internationaal recht.

Wij roepen onze ministers op om in de fora waarin zij debatteren, erop aan te dringen dat de internationale gemeenschap op het rechte VN-pad blijft.

Als er een reactie met geweld komt, voorziet het internationaal recht in het Handvest van de Verenigde Naties erin dat er een mandaat van de Veiligheidsraad moet zijn. Voor onze fractie is een VN-resolutie dus de absolute voorwaarde.

Het lijkt ons ook evident dat er pas actie kan komen als er voldoende bewijzen op tafel zijn gelegd. Het doet onze fractie genoeg dat het standpunt dat de regering vandaag in het kernkabinet heeft ingenomen en dat hier zopas werd verwoord door de minister van Buitenlandse Zaken, volledig recht doet aan hetgeen ik hier net heb gezegd.

Dat hoeft ook niet te verwonderen. Het volstaat om het regeerakkoord te lezen. In het regeerakkoord van de regering is overeengekomen dat Belgische betrokkenheid bij een buitenlandse operatie niet kan zonder een VN-mandaat.

Dat gezegd zijnde, is er het menselijk leed. De sp.a-fractie vraagt de regering om in al de fora waar zij komt, elke mogelijkheid uit te buiten om iets te doen voor de vluchtelingen en de ontheemden. Ik meen dat wij op dat vlak een tandje moeten bijsteken.

Dat is remediëren op korte termijn. Het allerbelangrijkste wat de sp.a-fractie aan onze ministers vraagt, is dat zij in de fora waar zij de gelegenheid krijgen, erop wijzen dat er maar een oplossing mogelijk is om een einde te maken aan het menselijk leed daar, en dat is komen tot een politiek onderhandelde oplossing. Wij geloven niet dat het conflict militair kan worden opgelost.

Wij pleiten, hopen en rekenen erop dat onze ministers op de G20-top, die morgen en vrijdag samenkomt en waar de vijf hoofdverantwoordelijken voor de blokkering van de internationale gemeenschap en voor het feit dat er nog geen actie is ondernomen in het nu meer dan twee jaar durende conflict, samen zitten, duwen in de richting dat er daar, of liefst zo snel mogelijk daarna, een diplomatiek initiatief wordt afgesproken.

Sp.a vraagt dus een reactie. Ik zal u straks zeggen naar welke reactie onze voorkeur uitgaat. Wij willen alvast van de gelegenheid gebruikmaken om al degenen die denken aan of pleiten voor een militaire reactie, toch even stil te laten staan bij een aantal risico's. Er zijn er al een paar opgesomd en ik zal ze niet allemaal opnoemen, maar twee wil ik toch onder de aandacht brengen.

Als men een militaire interventie doet in Syrië, collega's, is dat in een tijdsspanne van vijftien jaar de negende keer dat er militair wordt geïntervenieerd. Ik reken daar droneaanvallen in Pakistan en Jemen ook bij. In vijftien jaar werd er negen keer onder leiding van het Westen geïntervenieerd in Arabische/islamitische landen. Met elke interventie verzuurt de relatie tussen het Westen en die groep, die zowat 1,2 miljard mensen vertegenwoordigt.

Ten tweede, collega De Decker heeft het al gezegd: de regio is een kruitvat. Interne spanningen in Syrië, etnisch en religieus, dat hoef ik niet te herhalen. Er is het spanningsveld met Israël; er is het spanningsveld met Iran. Er is de regionale botsing tussen sjiieten en soennieten. Er zijn de regionale rivaliteiten om het leiderschap tussen Saoedi-Arabië, Iran, Turkije en Egypte. Er zijn staten met een zeer broos evenwicht als Irak, Libanon en ga zo maar voort. Collega's, als daar iets misloopt, kan een kettingreactie ontstaan, die het Midden-Oosten doet ontploffen en dat aan onze achterdeur! Dat moet men voor ogen houden als men een militaire actie overweegt.

Als er een militaire reactie komt, kunnen wij die maar goedkeuren onder een VN-mandaat. Het meest waarschijnlijke is wat Obama noemt een in tijd en omvang beperkte reactie. Maar ook dat is volgens ons een waagstuk. Ik heb een aantal vragen. Ik begrijp dat u, heren ministers, daar misschien niet op kunt antwoorden, maar ik vraag om in de fora waarin u vergadert, minstens die vragen in het achterhoofd te houden.

Wat zijn die vragen? Ten eerste, wat betekent dit, een beperkte en proportionele actie? Wat hopen we ermee te bereiken? Wat zullen de gevolgen zijn? Moeten wij niet vrezen voor nevenschade en meer burgerlijke slachtoffers? Zal de actie het geweld niet doen escaleren? Is er geen risico om te verglijden naar full-scalebetrokkenheid van de landen die de interventie uitvoeren?

Wie profiteert ervan bij de rebellen: het Vrije Syrische Leger en de democratische krachten of de radicale islamisten van Al-Nusra of consorten? Brengt een in de tijd en omvang beperkte militaire interventie – en dit is wel de belangrijkste vraag – een oplossing dichterbij? Ik vrees van niet.

Hypothetisch en theoretisch is een militaire reactie mogelijk, maar de sp.a-fractie pleit voor een andere reactie. Er werd daarstraks al gewezen op de historisch belangrijke rol, die België gespeeld heeft in de strijd tegen chemische wapens. In 1925 kwam er op initiatief van de Belgische diplomatie, na de horror van de Eerste Wereldoorlog, een tweede verdrag waarbij het gebruik van chemische wapens verboden werd. België heeft ook een heel belangrijke rol gespeeld in 1993, bij de totstandkoming van het Verdrag tegen chemische wapens. België heeft – dit is weinig bekend – de grote verdienste een amendement te hebben ingediend dat het mogelijk maakt dat het Internationaal Strafhof, mits unanimitieit van de Veiligheidsraad, zich uitsprekt over al wie het verdrag van 1993 overtreedt.

Heren ministers, namens de sp.a-fractie wil ik u vragen de stok van uw voorgangers op te nemen. Neem een initiatief. Probeer in de Veiligheidsraad een meerderheid te vinden – zeker onder de vijf moet er unanimitieit zijn –, opdat degenen die de gifaanval gepleegd hebben, en die waarschijnlijk weinig of geen last zullen hebben van een kruisraket die op hun land valt, zo snel mogelijk voor het Internationaal Strafhof kunnen worden gebracht.

Ten slotte, collega's, neem het mij niet kwalijk, maar degenen die hier al een tijdje zitten, weten dat ik al een tiental jaar een strijd voer om onze Grondwet op het vlak van de relaties tussen de regering en het Parlement te democratiseren. De bepaling in artikel 167 dateert van 1830, in de 19^e eeuw. In die relatie zit een homeopathische dosis democratie. Het wordt tijd, als zelfs Cameron en Obama naar hun Parlement gaan, dat wij een debat zoals dat van vandaag, niet langer laten afhangen van de goodwill – ik dank de regering dat zij gekomen is – van de regering, maar dat wij ons artikel 167 aanpassen in de zin dat inzake buitenlandse operaties de besluitvorming veel democratischer gebeurt en dat er een *check* is.

In een parlementaire democratie zijn *checks and balances* absoluut nodig. Ik verwijs naar het ingediende voorstel. Als het niet goedgekeurd raakt, dan mag u er zeker van zijn dat ik bij de verklaring tot herziening van de Grondwet een nieuw voorstel indien. Mijn pleidooi is er een om België op het vlak van beslissingen inzake buitenlandse operaties op het niveau te brengen van een moderne parlementaire democratie, zoals in Nederland, Duitsland, het Verenigd Koninkrijk en de Verenigde Staten.

Laat het Parlement mee discussiëren. Dat zal voor veel meer openheid zorgen bij de besluitvorming. Bovendien moeten wij soms vaststellen dat regeringen hun eigen publieke opinie niet goed weten in te schatten. Vraag dat maar aan David Cameron.

01.12 **Eva Brems** (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, heren ministers, collega's, het conflict in Syrië is nu al dertig maanden bezig. Van bij het begin werd het in het Parlement gevolgd met een heel grote bezorgdheid. Over de meeste fracties heen werd de heel uitdrukkelijke wil geuit om te doen wat wij kunnen om de dictatuur te beëindigen, de oorlog te stoppen en het leed van de burgerbevolking een halt toe te roepen.

Vandaag neemt de discussie over "iets doen in Syrië" de heel concrete vorm aan van een mogelijke militaire interventie, op initiatief van de Verenigde Staten. Collega's, het is echter niet omdat er nu eindelijk iets beweegt, dat het automatisch een goed initiatief is. Het verdient een grondig debat en ik ben dan ook blij dat wij vandaag eindelijk dat debat kunnen voeren in het Parlement.

Voor de Groenen is de kernkwestie heel duidelijk. In het centrum van onze aandacht staat het lot van de burgers in Syrië. De hallucinante cijfers van burgerslachtoffers, vluchtelingen en ontheemden zijn hier al meermaals genoemd. De Verenigde Naties spreken dan ook terecht over de grootste tragedie van deze eeuw.

Wij willen dat er een einde komt aan die tragedie en het lijden van de mensen in Syrië. Daarom hebben wij ons de vraag gesteld of de voorgenomen interventie het lot van de mensen in Syrië zal verbeteren. Het antwoord daarop is neen. Er is immers niets, wat daarop wijst. Wat er vooral moet gebeuren om het lot van de mensen in Syrië te verbeteren, is dat er een einde komt aan de oorlog. Dat is echter niet de doelstelling van de interventie die de Verenigde Staten plant, en het zal er dan ook niet het gevolg van zijn.

Volgens sommige analyses zou de interventie het lijden van de burgerbevolking zelfs nog kunnen vergroten, niet alleen wegens de burgerslachtoffers die erdoor zullen worden getroffen. De International Crisis Group stelt dat de interventie mogelijk leidt tot een gewelddadige escalatie in Syrië. De Amerikaanse expert Vali Nasr, nochtans een voorstander van de interventie, geeft toe dat het langer duren van de burgeroorlog een mogelijk gevolg kan zijn van de interventie. Bovendien kan de interventie volgens hem meer van het land verwoesten, meer mensen doden en meer vluchtelingen naar Libanon, Jordanië en Turkije jagen.

Is die interventie dan niet nodig om duidelijk te maken dat het menens is met het verbod op het gebruik van chemische wapens? Het is voor onze fractie ontzettend belangrijk dat de wereldgemeenschap het gebruik van chemische wapens krachtig veroordeelt en dat wij erop aandringen dat de daders rekenschap afleggen. Hetzelfde geldt trouwens voor andere oorlogsmisdaden en misdaden tegen de mensheid, die werden begaan in dit conflict, naar het er uitziet zelfs door beide kampen. Ik denk dan aan het gebruik van clustermunitie en de systematische, doelbewuste aanvallen op de burgerbevolking, die nu al zolang bezig zijn dat er nog nauwelijks aandacht aan besteed lijkt te worden.

Terzijde wil ik toch even opmerken dat er wel een risico schuilt in de rode lijn van president Obama. Die zendt niet alleen het signaal uit dat chemische wapens niet getolereerd worden maar tegelijk dat het afslachten van een burgerbevolking met conventionele wapens blijkbaar wel getolereerd zou worden. Het moet dus duidelijk zijn dat daarvoor rekenschap moet worden afgelegd.

Het spreekt voor zich dat een militaire interventie niet de enige manier is om de afschuw van de wereldgemeenschap uit te drukken en het regime van Assad rekenschap te laten afleggen. Collega's, het Internationaal Strafhof is daar speciaal voor gecreëerd. Dan kom ik bij de Russische bocht. Ja, wij moeten voorzichtig zijn bij het interpreteren van schijnbare politieke bochten. Het is hier echter zeer relevant dat het gaat om uitspraken van vandaag van president Poetin zelf, niet van de Russische variant van Siegfried Bracke. Onze fractie maakt uit de Russische verklaringen van vandaag op dat als de Veiligheidsraad bewijzen krijgt van het gebruik van chemische wapens door het regime, de verwijzing door de Veiligheidsraad naar het Strafhof wel degelijk tot de mogelijkheden behoort.

Het is hier al gezegd, een militaire interventie zonder VN-mandaat die dus zelf een schending uitmaakt van het internationaal recht, zou een weinig geloofwaardige manier zijn om het internationaal recht te doen naleven. Nog zorgwekkender is dat sommige analyses, onder meer van de International Crisis Group, vrezen dat zo'n interventie als reactie op het gebruik van chemische wapens sommigen in de Syrische oppositie of later andere groepen elders in andere conflicten, ertoe zou kunnen brengen om zelf chemische wapens te gebruiken en het regime daarvan de schuld te geven met de bedoeling om een nieuwe interventie van de VS uit te lokken.

Om al deze redenen is het voor ons duidelijk dat een interventie geen enkele steun verdient en, meer zelfs, dat onze regering ze nadrukkelijk veroordeelt, niet alleen vandaag tegenover het Parlement maar ook consequent op de internationale fora. Ik vraag dan ook aan de aanwezige minister of hij zich daartoe kan engageren. Het discours van minister de Crem over het niet-desolidariseren stemt mij in dat opzicht enigszins bezorgd.

Wij herhalen ook de vraag die hier al eerder is gevallen. Mocht toch op tafel komen dat België — eventueel onder andere voorwaarden — wordt verzocht aan een dergelijke militaire interventie deel te nemen, kunt u zich er vandaag dan formeel toe engageren dat het Parlement over de deelname zal beslissen?

In dat opzicht zou ik ook graag meer duidelijkheid krijgen over de omstandigheden waarin deze regering wel bereid zou zijn haar steun aan een militaire interventie in Syrië te verlenen. Wij hebben duidelijk gehoord wat

vandaag de obstakels zijn en waarom de regering vandaag niet in het interventieverhaal meegaat. Zijn er echter ook scenario's denkbaar, waardoor onze regering een ander standpunt zou innemen? Zo ja, welke?

Collega's, het standpunt van onze fractie is niet dat wij dan maar niets moeten doen aan Syrië. Ons standpunt is integendeel dat wij alles moeten doen wat wel echt kan helpen om het lot van de mensen in Syrië te verbeteren. Daartoe moet een einde aan de oorlog komen, wat wil zeggen dat er moet worden onderhandeld en dat de politieke transitie moet worden ingezet. De internationale gemeenschap moet alles in het werk stellen om beide partijen aan de onderhandelingstafel te krijgen. Daarvoor zal er druk nodig zijn.

Ik herhaal dat er een hoopgevend signaal is dat Rusland in de Veiligheidsraad zou kunnen meewerken aan een scenario waarbij sancties stapsgewijs worden ingevoerd. Het gaat om een oplopende intensiteit van sancties, waaronder natuurlijk een strak wapenembargo, om het conflict te laten opdrogen.

De partijen echt aan de onderhandelingstafel krijgen en echt aan een politieke oplossing werken, zal misschien ook vragen dat met Iran wordt samengewerkt. De Britse Labourpartij lanceerde recent een voorstel voor een contactgroep, waarvan ook Iran deel zou uitmaken. Heel wat analyses stellen dat zulks voor een stabiele oplossing onvermijdelijk is. Het zou mij interesseren de mening van onze regering ter zake te kennen.

Uiteraard moeten de humanitaire inspanningen serieus worden opgedreven. De vluchtelingen crisis kwam hier reeds aan bod. Het aantal vluchtelingen die door buurlanden worden opgevangen, is hallucinant. Het gaat om meer dan 700 000 vluchtelingen in Libanon en om meer dan een half miljoen in Jordanië. Alle hulporganisaties laten weten dat de budgetten ontoereikend zijn om die enorme toestroom aan te kunnen.

Ik heb minister Reynders vandaag horen zeggen dat België zich zal engageren voor meer dan de 9 miljoen die de voorbije jaren werd vrijgemaakt. Mijnheer de minister, ik betreur het dat de minister van Ontwikkelingssamenwerking niet aanwezig is, maar ik hoop dat u meer duidelijkheid kunt verschaffen over de precieze bijkomende engagementen die België wil aangaan en ook duidelijkheid over de timing, want de noden zijn heel hoog. Het mag niet blijven bij retoriek.

Een bijzondere bezorgdheid in dat verband is ook het gebrek aan onderwijs dat de meer dan 1 miljoen kinderen in die vluchtelingenkampen treft. Nochtans is dat de generatie die het land terug zal moeten opbouwen. Het is de generatie die bij uitstek nood heeft aan onderwijs. Als wij nalaten om daarvoor te zorgen, zijn wij mee verantwoordelijk voor de gevolgen. Ik dring erop aan dat onze regering daaromtrent specifieke inspanningen levert.

Ten slotte moeten wij ook bereid zijn om in België vluchtelingen op te vangen. Vanochtend hoorde ik Dirk Van den Bulck op de radio, de commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen. Hij zei dat er van de 3 500 tot 4 000 vluchtelingen uit Syrië die maandelijks Europa bereiken, ongeveer 65 naar België komen. De meesten krijgen een statuut, meestal van subsidiaire bescherming en soms van vluchteling. Het aantal van 65 is een miniem aantal. Er is dus zeker ruimte voor een resettlementprogramma indien de crisis in Syrië nog lang zou aanhouden, wat wij uiteraard niet hopen.

Minister Reynders, u hebt eerder gepleit voor een gezamenlijk Europees antwoord op de problematiek van de Syrische vluchtelingen. Ik wil graag weten wat de stand van zaken is omtrent de Europese coördinatie op dat vlak en of de regering al concrete plannen heeft voor een resettlementprogramma. Vermoedelijk is dat uw bevoegdheid niet, maar wij doen het met de ministers die nu aanwezig zijn.

Samengevat, wij vragen niet dat onze regering niets doet. Wel vragen wij dat de regering ernstige en doelgerichte inspanningen levert om het lot van de mensen in Syrië te verbeteren. Dat kan door het innemen van politieke standpunten, maar er moet meer zijn dan woorden. Er moeten middelen worden vrijgemaakt, ook voor het beleid ten aanzien van vluchtelingen.

01.13 Georges Dallemagne (cdH): Messieurs les présidents, messieurs les ministres, chers collègues, du gaz sarin a donc bel et bien été massivement utilisé à la Ghouta, dans la banlieue de Damas, le 21 août dernier. Les faits sont avérés. Ce gazage a fait des centaines de victimes, hommes, femmes et enfants, essentiellement des civils, foudroyés dans leur sommeil pour être sûrs qu'ils n'en réchappent pas, pour terroriser une fois de plus la population syrienne.

Il y a peu de doutes, à mon sens, sur la responsabilité du régime de Bachar el-Assad. Toutes les sources

d'information sont concordantes, même si des éléments de preuve supplémentaires pourraient encore être amenés. Même la Russie a cessé d'affirmer avoir des preuves inverses et vient d'annoncer qu'elle suspendait la livraison de missiles sol-air S-300 au régime syrien. Certains, même en Iran, ont commencé à montrer leur embarras.

L'Europe humaniste peut-elle continuer à détourner le regard de la violence aveugle qui broie, détruit et assassine tout un peuple depuis deux ans, des violations massives du droit humanitaire, de la violation de la responsabilité de protéger que nous avons pourtant si souvent mise en avant? Peut-elle fermer sa fenêtre lorsque, sur le trottoir d'en face, un peuple à l'agonie espère désespérément son secours?

Il est tard, il est très tard. Il est trop tard, disent certains. Il n'y a plus d'autre issue que de laisser aller ce conflit où bon lui semble. Ce serait la politique du pire!

Tout ce que nous avons voulu éviter en Syrie a eu lieu. Nous voulions éviter la radicalisation: elle est là. Nous voulions éviter l'internationalisation: le Liban, aujourd'hui, est en train de basculer dans la violence; Israël est déjà intervenu; l'Iran, l'Arabie saoudite, le Qatar et la Russie arment et envoient des experts militaires sur le terrain, sans parler d'éventuels appuis secrets de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

Le conflit est devenu largement confessionnel et communautaire. Nous pensions que le bain de sang s'arrêterait bientôt, mais nous avons devant nous tous les jours le plus abominable des carnages depuis les guerres balkaniques. Le nombre de morts, de réfugiés et de déplacés est connu, beaucoup d'entre vous l'ont souligné. Mais que sait-on des blessés, des morts-vivants qui ont connu un tel degré de violence que leur vie sera à jamais un cauchemar effrayant?

Le crime de Bachar el-Assad est une nouvelle étape franchie dans l'horreur et la terreur, par son ampleur et sa nature. Ce n'est pas à la Belgique qu'il faut rappeler ça, elle qui a été la première à expérimenter dans sa chair l'horreur des gaz de combat. L'emploi d'armes chimiques doit rester un tabou absolu dans un monde qui viole de plus en plus les balises et les repères construits ces dernières années pour tenter de protéger mieux les populations à risque.

Je suis donc convaincu qu'il faut, à la fois pour des raisons humanitaires, morales et de sécurité internationale, une réaction ferme de la communauté internationale. Mais, bien sûr, pas n'importe laquelle. S'il s'agit d'une action purement punitive ou symbolique, elle pourrait être largement contre-productive et dangereuse. Au-delà de la punition, une solution demeure indispensable.

On se demande souvent quel serait le but d'une intervention. Il s'agit d'une question centrale et les réponses apportées par les uns et les autres ne convainquent pas aujourd'hui. Pourtant la réponse est simple, même si sa mise en œuvre est éminemment complexe: ce qu'il faut, c'est arrêter ce massacre. Il ne faut pas croire que, parce qu'on ne fait rien, les solutions viendront d'elles-mêmes.

Cette réaction de la communauté internationale, pour être forte, crédible et efficace doit évidemment rassembler le plus grand nombre d'États et, si possible, être portée par une résolution du Conseil de sécurité. Je l'appelle de mes vœux, mais, étant donné le cynisme de certaines grandes puissances, dont la Russie, je n'y crois pas vraiment; d'autres l'ont souligné.

À propos de l'aval du Conseil de sécurité, qu'on estime constituer un préalable absolu, indispensable à toute intervention de la communauté internationale, j'ajouterai que le droit international est bien plus que ce droit de veto accordé à de grandes puissances, d'autant plus étrangères à toute considération éthique ou humanitaire qu'elles sont parfois elles-mêmes des dictatures.

Il faut rappeler que le droit international, c'est aussi le droit humanitaire. Or le droit humanitaire international est bafoué tous les jours en Syrie: la torture, y compris des enfants, le bombardement civil, le gazage de populations, le blocus exercé sur des villes et des villages pour les affamer, l'interdiction de visites de prisonniers par le CICR, voilà autant d'atteintes massives au droit de la guerre.

La responsabilité de protéger que nous avons promue, nous, la Belgique, d'année en année, à l'assemblée générale des Nations unies, que cette même assemblée générale a approuvée à l'automne 2005 sous le titre "Devoir de protéger les populations contre les génocides, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité", où est-elle, cette responsabilité de protéger qui engage la communauté

internationale lorsque les crimes commis par un tyran sont devenus intolérables?

Et la Cour pénale internationale est totalement hors jeu. Que d'atermoiements, notamment de notre pays, avant de considérer qu'elle devait être saisie.

La Belgique n'est pas sollicitée pour une intervention militaire. C'est pourquoi, la question aujourd'hui ne se pose pas pour elle. Pourtant, elle doit considérer qu'une réaction large, ferme, coordonnée, notamment au plan européen, de la communauté internationale est indispensable. Elle doit donc pouvoir y travailler et y contribuer.

Monsieur le ministre des Affaires étrangères et monsieur le ministre de la Défense, la Belgique peut agir immédiatement sur deux volets: un volet diplomatique et un volet humanitaire.

Sur le volet diplomatique, monsieur le ministre des Affaires étrangères, j'aimerais connaître les positions que vous avez défendues à l'égard de la diplomatie russe lors de votre récent voyage à Saint-Pétersbourg et celles que vous défendrez lorsque vous rencontrerez M. Lavrov à la mi-octobre.

J'espère que ces positions ont été fermes par rapport au cynisme d'une puissance qui, dès le départ, avait les clés d'une solution politique en Syrie mais qui a délibérément instrumentalisé et alimenté ce conflit, plus au profit de considérations de politique intérieure que d'enjeux géopolitiques locaux. Il faut – et je vise la diplomatie européenne et internationale – arrêter la diplomatie des ronds de jambe avec Moscou, idem d'ailleurs avec le Qatar et l'Arabie Saoudite. Ce sont des pays avec lesquels nous avons des relations étroites, comme nous l'avons encore démontré aujourd'hui, des relations économiques, des relations politiques. Je l'ai dit à de nombreuses reprises, il faut pouvoir tenir à l'égard de ces pays un discours à mon sens beaucoup plus ferme que celui traduit par les communiqués de l'agence Belga que je lis aujourd'hui.

Au-delà de cet aspect diplomatique, il y a, comme plusieurs collègues l'ont souligné, l'aide humanitaire. Il faut être de bon compte; nous n'avons pas fait grand-chose en matière d'aide humanitaire. L'aide de la Belgique est sensiblement du même niveau que celle du Luxembourg et trois fois moindre que celle des Pays-Bas. Pourtant, la Belgique sait se montrer généreuse dans la plupart des conflits et crises internationales. Au niveau du volume de l'aide humanitaire, nous pouvons faire beaucoup mieux!

Il y a également un autre aspect que l'on note rarement. Aujourd'hui, l'aide humanitaire en Syrie et dans les pays limitrophes est souvent entravée, rendue difficile. Comme plusieurs organisations humanitaires l'ont relevé, il est très difficile en tant qu'organisation humanitaire de se faire enregistrer en Turquie, par exemple. Pourtant, il semblerait que la Turquie souhaite une solution forte en Syrie. Je pense que la Belgique peut intervenir auprès de pays, tels que la Turquie, avec lesquels elle entretient des relations importantes pour faciliter l'aide humanitaire.

Beaucoup l'ont rappelé; les pays limitrophes de la Syrie accueillent aujourd'hui des centaines de milliers de personnes. Je pense que nous pouvons aussi contribuer à soulager la charge, le poids, que représentent ces centaines de milliers de personnes pour les pays limitrophes. Comme d'autres en ont fait mention, je lance également un appel en ce sens pour que nous puissions accueillir certains réfugiés sur notre territoire. Aujourd'hui, 4 000 places sont libres dans les centres et les structures d'accueil de Fedasil. Le personnel et les infrastructures sont là. D'après les informations qui m'ont été données, l'accueil de ces personnes coûterait 10 euros par jour et par personne. Je pense que nous en avons les moyens. Ce serait encore une contribution très modeste mais nous avons les moyens d'accueillir plusieurs centaines de ces personnes provisoirement et dans le cadre du statut d'accueil temporaire.

Je pense à des actions immédiates que nous pouvons mener à la fois sur le plan diplomatique et sur le plan humanitaire et j'ai rappelé également le contexte d'une intervention et d'une mobilisation fermes de la communauté internationale par rapport à ce qui s'est passé récemment en Syrie, mais aussi à l'ensemble du désastre syrien depuis deux ans.

01.14 Els Demol (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ook ik wil de heren ministers danken voor hun uiteenzetting over de huidige toestand in het Syriëconflict.

Ik citeer meteen de Hoge Commissaris voor de Vluchtelingen van de Verenigde Naties: "Syrië is uitgegroeid tot de tragedie van deze eeuw, een verschrikkelijke humanitaire ramp die zijn gelijke niet kent in de recente geschiedenis."

Ik denk dat het gebruik van chemische wapens slechts een triest hoogtepunt is in dit conflict dat reeds 30 maanden aansleept.

De humanitaire situatie piekt, de crisis piekt. De kaap van 2 miljoen vluchtelingen in het buitenland werd overschreden. Van die 2 miljoen zijn minstens 1 miljoen kinderen. Dat op zich is verschrikkelijk. Daarbij zijn er naar schatting 4 250 000 mensen op de vlucht in Syrië zelf. Dat betekent dat ongeveer 1 op 3 Syriërs op de vlucht is voor het geweld.

De dreiging van een militaire interventie en de onzekerheid over de impact die dit kan hebben, is zeker niet van die aard dat het een rem zal zetten op de vluchtelingenstroom. Het staat buiten kijf dat dit extra druk legt op de buurlanden van Syrië. Libanon, Jordanië, Turkije, Irak en Egypte hebben de steun van de internationale gemeenschap nodig.

Ook ik vind het spijtig dat minister Labille vandaag niet aanwezig is. Van de 9 miljoen euro die ons land reeds heeft vrijgemaakt om bij te dragen tot het oplossen van de Syrische vluchtelingencrisis kwam een heel groot deel uit het budget van Ontwikkelingssamenwerking. Ook vanmiddag hoorde ik minister Milquet nog zeggen dat wij zullen inzetten op het bestrijden van die vluchtelingencrisis. Het was misschien goed geweest indien wij daaromtrent concrete cijfers hadden kunnen krijgen.

Volgens de Verenigde Naties wordt er niet voldoende geld vrijgemaakt voor de vluchtelingencrisis. Het Regional Response Plan dat de opvang van de vluchtelingen coördineert, heeft berekend dat het op dit ogenblik ongeveer 3 miljard dollar nodig zou hebben. Twee dagen geleden konden wij allemaal lezen dat totnogtoe slechts 40% van het beloofde geld effectief werd overgemaakt aan de diensten van de Verenigde Naties. De grootste geldschieters in dit geval zijn de Verenigde Staten, de landen van de Europese Unie en als regionale partner, Koeweit. Rusland draagt helemaal niet bij tot het gewicht dat het zichzelf toeëigent in dit conflict. Ik denk dat daaraan dringend iets moet worden gedaan.

U had het over het mozaïek dat Syrië altijd was en nog is en over de etnische en de religieuze minderheden.

In juni heeft het Al-Nusrafront een fatwa uitgesproken tegen de Koerden. Dat was voordien ook al gebeurd tegen alle andere religieuze minderheden. De Koerden die zich voornamelijk in het noorden van Syrië ophielden en probeerden om zich van het conflict afzijdig te houden, zijn daar nu ook bij betrokken en op de vlucht geslagen.

Mijnheer de minister, ik hoorde u iets zeggen over een verdubbeling van het budget. Ik weet niet of dat ging over de Belgische bijdrage of over andere budgetten. Zal België extra steun uittrekken voor de Syrische vluchtelingencrisis? Zo ja, aan welke programma's zullen wij dan bijdragen?

Kunt u daarnaast een stand van zaken geven over de situatie in het Zaatarienkamp in Jordanië? U hebt het zelf nog bezocht. België steunt dit kamp. Hoe kan België de internationale partners ertoe aanzetten om de hulp die zij hebben toegezegd, daadwerkelijk te betalen aan de Verenigde Naties? Dat is immers van het grootste belang voor het goed functioneren van de opvang van de vluchtelingen.

Hebt u ook informatie over de precaire situatie van de etnische minderheden, en vooral ook van de Koerden in Syrië?

01.15 **Olga Zrihen**, sénatrice (PS): Monsieur le président, je ne puis que remercier le gouvernement pour son intervention et, surtout, pour sa patience à écouter nos analyses qui doivent être d'un grand apport eu égard à ses propres conclusions.

Je voudrais simplement aller un cran plus loin. Nous nous demandons tous s'il y aura une intervention. Indépendamment de notre exigence de faire reposer cette opération sur une résolution du Conseil de sécurité afin de lui conférer une légitimité, nous devons admettre qu'elle devra s'appuyer sur l'authenticité et la crédibilité des informations qui seront communiquées par les experts. Excusez-moi de le dire, mais "chat échaudé craint l'eau froide". Nous avons largement donné en ce domaine...

Quoi qu'il en soit, dans le cadre des prochaines rencontres, est-il possible à nos ministres de travailler sur l'après-intervention? Il ne s'agit pas simplement de se demander ce que nous allons faire, mais aussi de savoir quelle serait notre stratégie. M. Kerry a lui-même déclaré qu'il n'était pas question de renverser

Assad. Cela signifie-t-il que nous allons lui délivrer un blanc-seing pour continuer à agir comme il le fait, à condition qu'il n'utilise pas d'armes chimiques? Quelles seront les conclusions relatives à la population? Ne pourrions-nous prendre comme premier engagement de travailler sur le plan humanitaire aujourd'hui, demain et encore après-demain? Ma collègue Marie Arena l'a souligné: ce doit être aussi bien en Syrie qu'en dehors de celle-ci. Je veux parler de la Jordanie qui est en train d'exploser avec une population de plus de 500 000 exilés syriens et du Liban avec ses 750 000 réfugiés. En tout cas, n'est-il pas primordial de nous engager résolument sur ce volet humanitaire, qui est pour le moment insuffisant?

Nous savons que nous sommes face à un véritable imbroglio. Qui d'entre nous peut dire aujourd'hui quel sera le bon choix, étant donné les nombreuses contradictions – pensons à la désunion au sein de l'opposition et au caractère absolument inhumain du gouvernement actuel? Si la question d'une opération militaire se posait, pourriez-vous réfléchir à une stratégie portant sur l'après-intervention? Qu'il s'agisse d'attaques chirurgicales ou non, c'est de toute façon la même population qui encaisserait les coups – que ce soit au Liban, en Jordanie ou ailleurs.

Ensuite, il ne faudrait pas que certains s'arrogent le droit de décider d'interventions qui constitueraient un merveilleux alibi pour résoudre d'autres conflits. Il est permis de s'inquiéter de ces missiles israéliens et américains qu'on a retrouvés ce matin dans les eaux internationales.

01.16 Gerald Kindermans (CD&V): Mijnheer de voorzitter, aansluitend bij de redevoering van collega Deseyn, wil ik graag even ingaan op de militaire aspecten van een actie en onze eventuele rol daarin. Dat een massaslachting met chemische wapens niet zonder antwoord kan blijven, is voor ons duidelijk. Naast de respons, die beperkt moet zijn in tijd en ruimte, moeten wij ook aandacht blijven besteden aan het lenigen van de humanitaire noden. Intussen spreken we al over twee miljoen vluchtelingen in het buitenland en nog veel meer in het binnenland, die er waarschijnlijk nog slechter aan toe zijn, gezien de moeilijke omstandigheden van de hulpverlening.

Er kan evenwel geen sprake zijn van een pure inmenging in de burgeroorlog zelf. Wij moeten er alles aan doen om alle partijen rond de tafel te krijgen.

Of wij als NAVO-partner actieve steun verlenen aan een actie zoals in Libië gebeurd is, moet bekeken worden in Europees verband en in overleg met onze NAVO-bondgenoten en bij voorkeur nadat de VN een eensluidend standpunt heeft ingenomen en na kennisname van de resultaten van het onderzoek naar het verzameld bewijsmateriaal.

Als conclusie op langere termijn, moeten wij werk maken van de hervorming van de VN-Veiligheidsraad, met als doel een grotere representativiteit en minder mogelijkheid tot blokkering van besluitvorming. Wij moeten ook streven naar een universele bevoegdheid van het Internationaal Strafhof, zodat wij ook andere tools hebben dan zuiver militaire middelen om het gebruik van chemische wapens te ontraden en te sanctioneren, bijvoorbeeld langs gerechtelijke weg.

Ten slotte wil ik van de gelegenheid gebruikmaken om de recentste afslachting van 52 Iraanse vluchtelingen vorige zaterdag in kamp Ashraf door het Iraaks regime, fors te veroordelen. Het is voor mij onbegrijpelijk dat er in ons land met geen woord gerept wordt over die ongelooflijke genocide, terwijl op dit ogenblik de onderzoekers van de VN ter plaatse zijn. Ik kan mij niet van de indruk ontdoen dat de drieste houding van de Iraakse overheid ook in verband moet worden gebracht met het gevoel van straffeloosheid bij de Iraanse bondgenoten.

01.17 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, heren ministers, collega's, ik wil enkel ter aanvulling van de uiteenzetting van mijn collega Eva Brems een aantal vragen stellen en enkele opmerkingen maken.

Het voordeel om zo laat in het debat het woord te nemen, is dat men een zeer goed overzicht krijgt van wat de aanwezige regeringsleden en de fracties in het debat al hebben gezegd. Ik moet u zeggen dat wij zeer bezorgd en ook zeer alert zijn, omdat wij hier toch wel een duidelijke, zij het voorlopig onderhuidse verdeeldheid zien tussen de verschillende regeringspartijen.

Zo is het voor iedereen die aanwezig is in de zaal, sinds 14.15 uur heel duidelijk dat de CD&V-fractie zowel bij monde van minister De Crem als van een aantal parlementsleden de deur op een kier laat voor het steunen van een actie, ook zonder VN-mandaat. De minister sprak van de noodzaak om niet te

desolidariseren met de Amerikanen. Collega Kindermans zei zopas dat wij kunnen overgaan tot actie, bij voorkeur na consensus in de VN. Het zit hem vaak in de kleine woorden, de kleine zinnestelsels die hier werden uitgesproken.

Open Vld is veel directer en concreter, en zegt ronduit: liefst met de VN, maar als het moet dan zonder de VN. Sp.a heeft dan weer een ander standpunt, stelt exclusieven en spreekt wel over de noodzaak van een VN-mandaat.

Collega's, dat is verdeeldheid, die onderhuids aanwezig is, tot op het moment dat er zich op het terrein een nieuwe evolutie voordoet, een beslissing zal worden genomen of een nieuw feit zal opduiken, zij het op de G20-top, in de VN of op Europees niveau. Op dat moment zal de verdeeldheid duidelijk worden en dan zullen wij vragen dat de commissie opnieuw samenkomt, want dat zal nodig zijn.

De belangrijkste vraag luidt uiteraard wat het standpunt is van de Belgische regering als ze wordt verzocht om een militaire actie te steunen. In Groot-Brittannië heeft de regering onder druk van het Parlement moeten afzien van haar voornemen om mee ten oorlog te trekken. In de Verenigde Staten wacht president Obama op de goedkeuring van het Congres. Zal onze regering, alvorens te beslissen over het al dan niet steunen van een militaire actie, terugkeren naar het Parlement en de instemming vragen van het Parlement? Of zal men zich beperken tot, ik citeer even uit het regeerakkoord: "...het Parlement te informeren en bij de follow-up ervan te betrekken".

Groot-Brittannië, de Verenigde Staten, Duitsland en Nederland doen het beter dan ons land als het gaat over het betrekken van het Parlement. De beslissing om over te gaan tot een oorlog, is een zwaarwegende beslissing. Het gaat over de inzet van mensenlevens. Ik wil vragen en eisen van de regering dat ze de beslissing om mee ten strijde te trekken, overlaat aan dit Parlement.

Er zijn mogelijkheden. We hebben een eerste, jammer genoeg theoretische mogelijkheid, om dat wettelijk of grondwettelijk te regelen. Jammer genoeg zijn we er ondanks de pogingen van collega Van der Maelen nog niet in geslaagd om tot een grondwetherziening te komen.

Er is echter een tweede mogelijkheid, die we zelfs al deels hebben toegepast, namelijk werken via een parlementaire resolutie die wordt ingediend door de partijen uit de meerderheid op het moment waarop de regering het voornemen heeft om een militaire actie te ondersteunen. Die resolutie wordt hier in het Parlement ingediend en er wordt nagegaan of er een parlementaire meerderheid en liefst zelfs een consensus is alvorens men te strijde trekt. Heren ministers, men mag dan niet het parlementaire debat voeren op het moment waarop de eerste C-130 of de eerste F-16 in de lucht hangt, zoals we dat hebben gezien bij voorgaande gelegenheden.

Een volgend punt wil ik meer specifiek aan minister De Crem voorleggen. Wat zou onze mogelijke steun kunnen zijn? Een aantal collega's heeft het hier al gevraagd. Liggen er scenario's klaar? Wordt er gewerkt aan scenario's om steun te verlenen, hetzij militair, hetzij logistiek?

Een laatste punt heeft betrekking op de veiligheid van onze militairen. De collega's weten het misschien niet maar een honderdtal Belgische militaire is actief op honderd kilometer van Damascus. Er is een serieus detachement Belgische militairen actief in Libanon, op geringe afstand van de hoofdstad van Syrië. Daar kan een mogelijk conflict dus escaleren. Welke voorbereidingen werden er daar getroffen? Welke beslissingen heeft de Belgische regering daarover genomen? Zo'n militaire actie kan zich immers zeer snel voltrekken. Blijven de Belgische militairen in dat geval op het terrein of geeft u dan de voorkeur aan een evacuatie? Als het gaat om een verdere escalatie inzake chemische oorlogvoering, welke bescherming hebben onze Belgische militairen in Libanon dan?

01.18 Jean Marie Dedecker (LDD): Mijnheer de voorzitter, ik zal mij beperken tot twee vragen, want er is hier vanmiddag al heel wat gezegd. Ik kan bepaalde standpunten bijtreden. Tot mijn grote spijt moet ik dat voor de eerste keer in 14 jaar ook doen. Ik ben het eens met de standpunten van mijn collega en naamgenoot Armand De Decker. Hij heeft heel expliciet mijn standpunt verwoord. Ik hoef dus niet in herhaling te vallen.

Het punt waarin hij gelijk heeft, is dat het een godsdienstoorlog betreft. Mijn standpunt is dat wij daar niet aan deelnemen, ook niet met een VN-mandaat. Die oorlog, die al 1 300 jaar duurt, is er een tussen de sjiieten en de soennieten. Het is geen burgeroorlog, het is een godsdienstoorlog. Wij hebben een dergelijke

oorlog ook in onze contreien meegemaakt, van 1522 tot 1648. Een derde van de Europese bevolking werd toen gedecimeerd.

Eén punt werd hier nog niet aangehaald. Wij hebben in de voorbije zes maanden in het Parlement ontzettend veel gepraat over onze Syriëstrijders. Vandaag praten wij over een oorlog en over het verlenen van bijstand, eventueel ook over wapenleveringen en interventies ten opzichte van Assad. Ik heb het absoluut niet voor Assad. Hij is een massamoordenaar. Ik zeg klaar en duidelijk: hij moet naar Den Haag gebracht worden.

Wij hebben hier ook veel gedebatteerd over personen die veroordeeld werden en in de gevangenis gestopt werden, zelfs op aandringen van de heer Verhofstadt indertijd, zoals Belkacem. Welnu, Syriëstrijders, die hier terroristen, jihadististen en salafisten genoemd worden, zouden wij nu gaan steunen, omdat zij aan de andere kant van de burgeroorlog staan? Voor mijn gezond verstand is dat onbegrijpelijk. Ik begrijp niet dat wij die personen zouden steunen, omdat het past in onze strijd. Het betreft een oorlog waar wij buiten moeten blijven.

Ik heb collega Van der Maelen klaar en duidelijk horen stellen dat het Westen negen keer ingegrepen heeft. De resultaten zijn catastrofaal. Het gaat vandaag niet beter in Irak, Afghanistan en Egypte. Waar wij ingegrepen hebben, gaat het niet beter. Het is een kruisvat. Zoals Armand De Decker ook al zei, wij moeten daar buiten blijven, want men weet niet waar men het heeft. Als wij vandaag de soennieten willen steunen, dan zijn de Koerden al op de loop. Zo zit het in elkaar.

Ik wil twee vragen stellen, op basis van wat er vanmorgen in het kernkabinet werd gezegd en naar buiten gekomen is.

Ten eerste, heb ik vanmorgen – de collega's De Vriendt en Van der Maelen hebben het al benadrukt – klaar en duidelijk gehoord dat de regering besloten heeft om toch ten oorlog te trekken, als er een VN-mandaat is? Of zult u dan dit gegeven, dus het feit dat dit land ten oorlog trekt, opnieuw voorleggen aan het Parlement? Heeft de regering vanmorgen al dan niet beslist om te vertrekken als er een VN-mandaat komt?

Een tweede vraag betreft iets anders en is gericht aan minister Milquet, hier niet aanwezig. Ik heb haar horen zeggen dat dit een humanitaire catastrofe is. Wat zullen wij doen? Komt er financiële steun? Gezien de grote asielproblematiek waarmee wij in dit land al jaren worstelen, belangt deze vraag de bevolking aan: komen er toelagen op dit vlak? Zullen wij de toestroom gemakkelijker opvangen? Is er Europees overleg over het opvangen van de Syrische vluchtelingen?

Tot daar mijn vragen. Ik herhaal dat de remedie om daar in te grijpen waarschijnlijk erger wordt dan de kwaal.

01.19 **Jean-Jacques De Gucht**, senator (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, de heer Van Quickenborne heeft de positie van onze partij al toegelicht. De tragedie die zich in Syrië afspeelt is, zoals reeds gezegd door andere collega's, verschrikkelijk.

Wapens en munitie zijn duurzame producten. De controle op wederuitvoer is moeilijk. De realiteit is dat Vlaamse en Waalse militaire producten wijdverspreid zijn, ook in Syrië. Meer controle op het uitreiken van wapenexportvergunningen is daarom noodzakelijk en daarbij mag niet enkel het economische aspect doorwegen. Belgische wapens spelen een rol in Syrië. Niet alleen komen deze vanuit Libië, waar na de val van Kadhafi veel wapens zijn vrijgekomen, maar ook via andere wegen vinden Belgische wapens hun weg naar Syrië.

In België werd de bevoegdheid voor wapenexportcontrole in 2003 overgeheveld naar de Gewesten. In de Gewesten bleef hierbij aanvankelijk de bestaande federale wetgeving van 1991 gelden. Hierin zijn, aangezien dit verplicht is, de acht Europese beoordelingscriteria van het gemeenschappelijk standpunt van Europa opgenomen. Deze Europese criteria zijn bindende minimumstandaarden die onder andere kijken naar de eerbiediging van de mensenrechten en de interne situatie van het land ten gevolge van spanningen of gewapende conflicten.

Dit wetende heeft de Arabische Lente schijnbaar geen rem gezet op de Belgische wapenexport naar de Arabische wereld. De voorbije vijf jaar werd voor 1,3 miljard euro militair materiaal geëxporteerd naar de Arabische regio. In 2011, het jaar waarin de Arabische Lente in alle hevigheid woedde, was dit voor

306 miljoen euro. Dit was 37 % van het totaal aan vergunde wapenexport dat jaar.

Dat is minder dan in 2007 en 2008, de jaren vóór de Arabische Lente.

De belangrijkste ontvanger is Saoedi-Arabië, dat meer dan 80 % van de Belgische wapenexport naar de regio ontvangt.

In 2011 werd bovendien geen enkele voor de Arabische wereld bestemde exportvergunning in België geweigerd. Van een strikte inperking van de wapenuitvoer naar een regio met veel latente spanningen lijkt daardoor alvast geen sprake. De geleverde wapens waren bovendien voornamelijk goederen die geschikt zijn voor zowel interne handhaving als voor gewapende conflicten, namelijk zware vuurwapens, munitie en voertuigen.

Wallonië neemt van de leveringen een groot deel in door de aard van de defensie-industrie, die op de productie van conventionele wapens focust. Vlaanderen lijkt op het eerste gezicht een veel kleiner deel in te nemen, maar op dergelijke vaststelling mogen wij ons niet blind staren. De eindgebruiker van de producten en technologieën voor dubbel gebruik, de zogenaamde *dual use*, die typerend is voor de Vlaamse wapenindustrie, is in twee derde van de gevallen niet gekend. Bovendien moeten wij ook in het achterhoofd houden dat bij *dual use* ook de chemische wapens naar voren komen.

Collega's, het is dus noodzakelijk dat wij extra controlemechanismen invoeren, waardoor wij in de toekomst niet langer naar landen met een verhoogd risico exporteren. Enkel op die manier kunnen wij in de toekomst tegemoetkomen aan artikelen 2, 3 en 4 van het *Arms Trade Treaty*, waarin wordt gevraagd om nationale controlesystemen in te bouwen voor oorlogsmateriaal, dus onder meer voor wapens, munitie en onderdelen.

Wij vragen dan ook verregaande contacten met de gewestregeringen, om te komen tot een betere coördinatie van het federaal buitenlands beleid en van het wapenexportbeleid.

Le **président**: Ceci clôture la liste de nos intervenants. La parole est aux ministres.

01.20 Didier Reynders, ministre: Merci, monsieur le président.

Tout d'abord, je voudrais remercier l'ensemble des groupes pour leur participation à ce débat et faire deux commentaires.

Premièrement, les positions sont parfois identiques dans les différentes assemblées et parfois, on tente de suivre le raisonnement tenu dans certains groupes, d'un côté, au Parlement européen et dans les assemblées nationales de l'autre. Il ne serait peut-être pas inutile que les groupes politiques des différentes assemblées déterminent une position commune. Il est parfois difficile de répondre aux deux types d'interventions. D'un côté, on nous demande d'intervenir rapidement, y compris militairement, et d'un autre, on exprime des hésitations. Je pense, par exemple, au thème de la livraison d'armes. Ce sont parfois les mêmes qui nous demandent d'armer l'opposition et de contrôler dans le détail ce que font les Régions en la matière.

Cela dit, chaque groupe aura, je suppose, l'occasion de rencontrer ses parlementaires européens, qui essayent de mener une politique spécifique en la matière.

La deuxième remarque que je voudrais faire est la suivante: le gouvernement s'est réuni ce matin et nous allons appliquer la Constitution. J'entends toute une série de remarques, de commentaires à cet égard. Nous allons appliquer la Constitution, nous n'agissons pas différemment. Je pense d'ailleurs que cet engagement fait partie du serment des ministres.

Il appartient au Parlement de débattre d'éventuelles modifications constitutionnelles.

Ik wil nog het volgende opmerken. Ik heb veel commentaren gehoord over de situatie in de andere landen. Ik wil toch een verificatie daarvan. Het is niet zo evident om de situatie in de andere landen te kennen wat de relaties tussen regering en Parlement in verband met de beslissing inzake een militaire interventie betreft. Wij zullen onze Grondwet toepassen.

Deuxième élément. Je dirais simplement la position du gouvernement.

Er is geen contradictie in de regering. Wij hebben vanochtend nog de vergadering van het kernkabinet gehad.

Ik herhaal dat wij het gebruik van chemische wapens ten zeerste veroordelen, dat men de experts van de Verenigde Naties de tijd moet laten om hun conclusies voor te stellen en dat de Veiligheidsraad zijn verantwoordelijkheid moet opnemen op basis van die conclusies. Wij pleiten voor een mandaat van de Veiligheidsraad.

Er waren veel voorwaardelijke vragen. Wij zullen die niet beantwoorden. Dat is onmogelijk. Wat zullen we doen, wat zullen we beslissen in het geval van een militaire interventie, of geen militaire interventie, wat zijn de reacties daarna, ...?

Wij proberen stap voor stap te werken. Eerst vragen wij een uitwisseling van inlichtingen en bewijzen van het gebruik van chemische wapens. Op die basis proberen wij druk uit te oefenen op verschillende partners, in de eerste plaats op Rusland. Wij proberen een oplossing te vinden in de Veiligheidsraad.

Daarna zullen wij nog veel vergaderingen hebben en nog veel beslissingen nemen, maar stap na stap; ik zal geen antwoord geven op voorwaardelijke vragen.

Een VN-oplossing is mogelijk, maar dat is niet evident. Ik heb dat van veel verschillende parlementsleden gehoord. Het is mogelijk. Wij hebben enkele ontwikkelingen gezien, maar wij zullen de echte bewijzen afwachten.

Mijnheer Van Quickenborne, ik heb veel documenten gekregen en veel commentaren gehoord. Wij vragen echter om echte bewijzen en om een verslag van experts van de Verenigde Naties. Volgens de secretaris-generaal zal dat er volgende week misschien al zijn.

Dat is een eerste punt wat ons betreft. Wij vragen om meer inlichtingen en bewijzen van het gebruik van chemische wapens. Wij zijn zeker dat chemische wapens gebruikt zijn, maar door wie, dat is vandaag de echte vraag. Er zijn meer en meer indicaties in de richting van het regime, maar wij moeten nog contact hebben daarover.

Je voudrais aussi dire que sur le plan humanitaire – beaucoup ont insisté sur ce point –, depuis le début de la crise en Syrie, nous intervenons de plusieurs façons. Primo, de façon budgétaire, essentiellement auprès des pays limitrophes car c'est là qu'on peut aider pour l'instant au travers de l'action envers les réfugiés, 9 millions d'euros jusqu'à présent mobilisés, dont 500 000 euros, il est vrai, en diplomatie préventive, le reste en coopération au développement. Parfois à travers des organismes onusiens ou encore en direct. Par exemple, nous avons financé une école dans un camp de réfugiés à la frontière turque.

Pour 2013, on va travailler de la même façon. Nous allons bien entendu continuer à nous mobiliser, comme on le fait depuis le début, sur le plan budgétaire.

Je rappelle que ce plan budgétaire passe aussi par une intervention massive de l'Union européenne et que la Belgique finance également. On semble en effet parfois dans notre pays oublier que c'est le budget de l'État qui finance un certain nombre d'opérations décidées au niveau européen.

Deuxio, comme je l'ai rappelé tout à l'heure - je ne vais pas le redévelopper longuement -, depuis plus d'un an maintenant, nous avons pris l'initiative d'une résolution demandant l'accès libre aux lieux médicalisés en Syrie. C'est un débat permanent. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas! Pour donner un exemple, avant le début de la crise, dans une ville comme Alep, il y avait 5 000 médecins. Ils sont moins de 30 aujourd'hui!

Si l'on ne règle pas, sur le terrain, avec le régime et l'opposition, un accès libre à des lieux médicalisés, nous n'aurons pas d'évolution concernant les personnes déplacées en Syrie. Il faut en effet bien faire la distinction: nous intervenons dans les pays voisins mais il est très difficile, encore aujourd'hui, même pour les organisations internationales, d'être réellement présent sur le terrain syrien. C'est la raison pour laquelle nous plaidons beaucoup et avec force pour cette initiative.

Ensuite, en termes de réfugiés, nous n'avons évidemment pas attendu ce débat pour agir. Je vous demanderai peut-être de vous adresser à la secrétaire d'État en charge de la matière pour avoir plus de

détails. Je dirais tout de même que plus de 700 demandes ont été introduites en 2012; on est déjà à plus de 500 cette année. D'après les chiffres qu'on me donne, près de 900 décisions ont été prises, soit pour un statut octroyant l'asile, soit pour un statut subsidiaire.

Il ne faut pas croire que l'on reste les bras croisés.

Un débat a aussi lieu au niveau européen. Nous l'avons eu en Conseil des Affaires étrangères, pour voir comment coordonner les choses. Le Conseil Justice-Affaires intérieures (JAI) en débat actuellement. Je présume que vous aurez l'occasion d'en parler avec la ministre de l'Intérieur si des initiatives sont prises en l'espèce.

Jusqu'à présent, il n'y a pas de plan opérationnel mis en place au niveau européen. Mais nous prenons, la secrétaire d'État en charge de ces matières Mme De Block et moi, un certain nombre d'initiatives. Je répète qu'un accueil est réalisé en Belgique, déjà aujourd'hui, et de manière significative par rapport aux demandes qui sont introduites.

Je ne cache pas que la priorité, pour la plupart des États, est de répondre à la demande des réfugiés eux-mêmes, qui souhaitent d'abord rester dans la région, proches de la Syrie.

Sur le point suivant, le point politique, il n'y a bien entendu pas d'impunité. Je sais que l'on demande que nous prenions des initiatives, vu l'utilisation des armes chimiques, pour renvoyer Bachar el-Assad devant la Cour pénale internationale. Nous n'avons pas attendu l'utilisation d'armes chimiques pour faire cela.

La Belgique a rejoint une initiative prise au départ par la Suisse et d'autres États. Nous demandons déjà son renvoi devant la Cour pénale internationale. J'ai rappelé moi-même ce que je disais il y a plus d'un an: le chemin de la barbarie a été pris en Syrie, on ne va pas le rebrousser. Il faut absolument que des conclusions soient tirées, pas seulement de ce qui se passe aujourd'hui, mais de ce qui se passe depuis le début de cette barbarie utilisée par le régime à l'égard de sa population. Des initiatives sont bien entendu prises; nous travaillons de la sorte.

J'en viens aux contacts avec un certain nombre de partenaires et aux pressions.

De vraag van mevrouw Brems over Iran in dat verband, heb ik goed begrepen. Ik heb een langdurig telefoongesprek gevoerd met mijn Iraanse collega, voor het eerst sinds twee jaar, en ook hebben wij contact gehad via onze ambassade in Teheran. Zodoende wilden wij eerst inlichtingen uitwisselen, maar bovendien wilden wij druk op Iran uitoefenen, vooral omtrent het gebruik van chemische wapens. In Iran heeft dat tot reacties geleid waarbij gezegd werd dat een interventie met chemische wapens zeer gevaarlijk en eigenlijk onmogelijk is. Het gebruik ervan is hen namelijk bekend van de oorlog tussen Irak en Iran. Destijds, tijdens de oorlog tussen Irak en Iran, hebben wij zelfs Belgische dokters verificaties op het veld laten uitvoeren.

Ook heb ik contact opgenomen met andere specifieke partners. In de Europese Unie gaat het dan eerst en vooral om Cathy Ashton, om een gezamenlijk standpunt op te stellen.

Nous aurons un contact à Vilnius dans les prochains jours, vendredi et samedi, après les réunions du G20, pour fixer une position commune dans l'Union européenne, si possible, et pour rencontrer le secrétaire d'État John Kerry. Ce midi, j'ai aussi eu un contact avec mon homologue polonais.

Pour ce qui concerne la position de la Ligue arabe, j'ai rencontré au Caire son secrétaire général, M. El-Arabi, à la fin du mois d'août. Cette position n'est pas aussi diversifiée que je l'entends dire aujourd'hui: il existe une volonté de réagir envers ce qui s'est passé sur le terrain en Syrie. La Ligue arabe soutient une démarche, mais selon les États de cette Ligue arabe, le tout est de voir sous quelle forme, comme nous le faisons actuellement. J'y reviendrai en conclusion.

Cela étant, j'entends bien les demandes de fermeté envers l'un ou l'autre État du Golfe. Ce matin, j'ai rencontré mon homologue du Qatar. En termes de fermeté, je lui ai rappelé fermement la demande de la Belgique de respecter les certificats d'utilisateur final ("end-user certificates") en ce qui concerne les armes.

In antwoord op een anderen vraag wil ik ook opmerken dat mijn departement ter zake met de Gewesten contact heeft gehad. Het is echter niet langer de taak van de federale Staat om de beslissing te nemen al dan niet met de wapenlevering te stoppen. Ik moet de heer De Gucht en de heer Dallemagne erop wijzen

dat het misschien een taak is voor de gewestregeringen om een dergelijke sterke positie in te nemen.

Je voudrais vous dire, monsieur Dallemagne, que je reçois – et encore pour la réunion de ce matin – des demandes d'à peu près tous mes collègues d'être attentif au fait que le Qatar est notre premier fournisseur de gaz, que nos plus grandes entreprises y sont présentes et que la Qatar Airways est présente sur nos aéroports. Si vous m'annoncez que la position a changé et que nous souhaitons exercer une pression plus forte sur un pays comme le Qatar pour rompre un certain nombre de relations économiques, j'en prends note, mais ce n'est pas la position défendue au sein du gouvernement.

Par contre, la position est très ferme en ce qui concerne le respect des certificats d'utilisateur final. Pour ce qui est des livraisons d'armes, il faut en débattre avec les autorités régionales. Nous le faisons, et nous donnons à chaque fois une information précise sur la situation de chaque État. Chaque gouvernement régional doit prendre ses responsabilités en la matière.

Après ces réunions, il y aura bien entendu des réunions des Nations unies, puisque les assemblées générales vont se tenir ce mois-ci. Je dirais simplement que sur le plan politique, il y a relativement peu d'optimisme – c'est un euphémisme – concernant la reprise de réelles discussions à Genève. Nous verrons. Il faut tout faire pour reprendre le chemin d'un dialogue et d'une solution politiques. Nous sommes convaincus que seule une solution politique pourrait régler le problème en Syrie. Mais de là à croire que les choses vont bouger rapidement, je ne suis pas optimiste à ce point.

Enfin, deux ou trois éléments en guise de conclusion. Je reviens sur les preuves. Il y a aujourd'hui ce que j'appellerais un faisceau d'indices concordants qui pointent vers le régime. Mais il serait beaucoup plus efficace, en termes de pression sur des partenaires russes, iraniens ou autres, de pouvoir déposer des preuves, des éléments beaucoup plus argumentés.

Pour l'instant, nous recevons des documents, des informations. Je peux comprendre que les différents partenaires ne mettent pas nécessairement toutes leurs sources d'information sur la table. Mais il doit être possible de trouver un lieu, même au Conseil de sécurité, pour échanger davantage en la matière. Nous allons en parler dans les prochains jours. Et puis, aller devant le Conseil de sécurité.

Je ne voudrais pas qu'il y ait de doutes. Nous sommes d'abord conscients des risques dans la région. La région, ce n'est pas seulement la situation en Syrie, c'est l'Irak, la Jordanie, c'est la pression sur tout le processus actuellement en cours au Moyen-Orient. J'étais en Égypte à la fin du mois d'août.

Aujourd'hui, c'est aussi l'évolution de l'Égypte qui inquiète dans ce processus.

On pourrait poursuivre: à travers l'Égypte, ce sera tout le Sahel et on retombera sur le débat du Mali. Il convient de bien observer la situation dans la région.

Une question à se poser: même en cas d'apparition de preuves d'intervention, même en cas de décision du Conseil de sécurité, il conviendra de s'interroger sur les conséquences pour la région. Ces questions seront à discuter en fonction de l'évolution, étape par étape.

Ne demandez pas ce que nous allons faire. Certains soutenaient qu'en cas de preuve que le régime est responsable, nous prendrions l'option 1, que c'est un groupe d'opposition, l'option 2, ou que les Américains devraient intervenir ou d'autres si c'est le mandat du Conseil de sécurité, etc. De grâce, laissez travailler étape par étape, y compris la communauté internationale.

Nous restons bien conscients des risques sur l'ensemble de la région. De même que nous sommes conscients de l'importance de comprendre la volonté de réaction: je peux comprendre que des États veulent réagir. La seule remarque que nous avons formulée jusqu'à présent est la façon de procéder étape par étape pour que la réaction respecte une procédure efficace: trouver l'origine de l'utilisation d'armes chimiques, se présenter devant le Conseil de sécurité, tirer des conclusions.

La compréhension, pour tout qui souhaite donner une réaction à l'utilisation d'armes chimiques, nous l'avons évidemment, mais je n'ai pas cru entendre autre chose de la plupart des groupes ce jour.

Monsieur le président, le gouvernement continuera à suivre ce dossier, jour après jour, sinon heure après heure. Comme beaucoup l'ont demandé, nous participerons à diverses réunions à l'échelon international

pour tenter de faire évoluer cette situation en fonction des éléments qui nous seront communiqués. Je souhaiterais voir poindre un avis commun de la part de l'Union européenne et, qu'au-delà, nous puissions aboutir à un point de vue commun au sein des Nations unies. Ce n'est pas impossible, mais tout dépendra des éléments mis à la disposition des acteurs.

J'aimerais encore remercier tous les groupes pour leurs interventions. Nous aurons à cœur d'appliquer la Constitution: d'autres débats seront organisés aux moments opportuns au sein des Assemblées sur la situation en Syrie. D'ailleurs, je rappelle que ce n'est pas la première fois que notre parlement organise un débat sur la situation en Syrie.

01.21 Pieter De Crem, ministre: Messieurs les présidents, chers collègues, je me joins aux propos du ministre Reynders.

Ik wil ook de parlementsleden danken voor hun uiteenzettingen en hun in grote mate gelijklopende analyse die ook het gebruik van chemische wapens alsook het voorkomen en de veroordeling van het gebruik ervan ontleedt.

En ce qui concerne les questions spécifiques à la Défense – j'ai en effet entendu des questions relevant de l'Intérieur, du statut dramatique des réfugiés et bien d'autres –, je répète une fois encore la chose suivante.

Ik herhaal nogmaals dat Defensie op dit moment op geen enkele wijze gevraagd is om ook maar iets te gaan doen. Wij zitten ook niet in een fase van het stimuleren van het aanbod. Ik wil dat in alle duidelijkheid zeggen.

Daarmee kan ik ook een antwoord geven op de vraag die meerdere mensen hebben gesteld of er scenario's worden voorbereid? Er is geen enkel scenario dat formeel of in het informele kader wordt voorbereid. Ik kan niet duidelijker zijn dan dat.

Mijnheer de voorzitter, tot daar mijn antwoord.

Le **président**: MM. De Vriendt et De Gucht souhaitent répliquer.

01.22 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, mijnheer De Crem, ik heb u niets horen zeggen over de mogelijke impact van een escalerend conflict op onze militairen in Libanon. Worden ter zake voorbereidingen getroffen?

Mijnheer Reynders, ik wil u bedanken voor de voorzichtige opstelling die u vandaag heeft gehanteerd. Ik meen dat dit de meest verstandige is, ook diplomatiek op de lange termijn.

Ik meen dat er veel redenen zijn voor het feit dat Rusland zich een bondgenoot toont van Syrië. Een aantal daarvan zijn duidelijk geïnspireerd uit geopolitieke overwegingen. Een ander element dat meespeelt, is de *overstretch* in Libië, met de resolutie die werd aanvaard door de Veiligheidsraad. In de feiten werd verder dan die resolutie gegaan en dit heeft kwaad bloed gezet bij een aantal van de permanente leden van de Veiligheidsraad.

Ik meen dan ook dat een voorzichtige, beredeneerde opstelling in deze de meest verstandige is.

Inzake de betrokkenheid van het Parlement zegt u de Grondwet te volgen. Natuurlijk moet u de Grondwet volgen, maar leid ik uit uw antwoord af – ik heb minister De Crem niets anders horen beweren – dat deze regering niet van plan is om voorafgaand de instemming te vragen van het Parlement. Deze regering is dat niet van plan. Nochtans verbiedt de Grondwet niet dat de meerderheidspartijen, voorafgaand aan een beslissing in de regering, hier een parlementaire resolutie indienen waarin zij peilen naar het draagvlak in het Parlement om te komen tot de steun voor een militaire actie. Die Grondwet verbiedt dat niet. Uw antwoord – dat u de Grondwet volgt – doet in die zin niet ter zake, want u neemt een andere optie.

Mijn vraag is dan ook of België die andere optie al dan niet zal gebruiken om, voorafgaand aan een militair ingrijpen, een parlementaire resolutie te laten goedkeuren? Ik leid uit uw antwoord af dat u dit niet van plan bent en dit betekent dat België het slechter zal doen dan Groot-Brittannië.

01.23 Minister Didier Reynders: Wij hebben niet de traditie dat de regering een parlementaire resolutie

indient.

01.24 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Als de regering niet beschikt over dit grondwettelijke middel, dan hoop ik dat er bij de meerderheidspartijen een consensus bestaat om via een parlementaire resolutie de goedkeuring te vragen van dit Parlement. U zit hier namens de regering. Ik heb u op geen enkele manier horen zeggen dat u zult wachten met de beslissing tot het Parlement een dergelijke resolutie heeft aangenomen. Ik heb u dat niet horen zeggen.

Met andere woorden, ons land doet slechter dan Groot-Brittannië waar de regering naar het Parlement is gegaan. Cameron heeft zijn beslissing laten afhangen van een beslissing van het Parlement. Hij heeft dit aangekondigd. U doet dit niet. Hij heeft dit aangekondigd en hij heeft het onderspit moeten delven.

President Obama doet hetzelfde. Hij probeert de steun van het Congres te verkrijgen. U doet dat niet. Daaruit kan ik slechts concluderen dat de Belgische regering niet van plan is om het goede voorbeeld van landen zoals Groot-Brittannië en de Verenigde Staten te volgen. Dat betreurt ik ten zeerste, want als het escaleert, dan trekken wij mee ten oorlog, en zoiets heeft een breed draagvlak nodig. Er zijn opties buiten de Grondwet om, maar u bent kennelijk niet van plan om dat ter sprake te brengen of te volgen.

01.25 Jean-Jacques De Gucht, senator (Open Vld): Mijnheer de vicepremier, u gaat akkoord met de redenering dat het om een gewestelijke bevoegdheid gaat en dat het geen federale bevoegdheid meer is, maar het is al te simpel om ons daarachter weg te steken. Volgens mij is het belangrijk dat er een dialoog wordt opgestart met de gewestregeringen.

01.26 Minister Didier Reynders: Daarnet zei ik dat de dialoog al is opgestart. Regelmatig houden wij daaromtrent vergaderingen met de Gewesten. Voor derde landen, zoals Qatar, vragen wij de integrale toepassing van de internationale regels, zoals de *end user certificate*. De beslissing daaromtrent is een taak van de Gewesten, maar wij hebben daarover regelmatig contact met de Gewesten.

01.27 Jean-Jacques De Gucht, senator (Open Vld): Mijnheer de vicepremier, daarnaast lijkt het mij ook belangrijk dat wij een onderzoek voeren naar de verspreiding van Belgische wapens in die conflictgebieden. Wij moeten nagaan op welke manier wij die kunnen inzamelen in die conflictgebieden.

Nog veel belangrijker, op Europees vlak moet worden nagegaan op welke manier een harmonisatie van de wapenexportvergunningen kan worden bewerkstelligd. Het is belangrijk dat u daar bij uw Europese collega's op aandringt.

Le **président**: Cela termine la séance d'information et d'échange de vues de ce jour.

Il va de soi que nous travaillons dans un contexte constitutionnel donné et que la déclaration gouvernementale prévoit que le Parlement sera informé au plus près lorsque le gouvernement devra prendre attitude.

01.28 Didier Reynders, ministre: L'inverse est utile aussi.

Le **président**: Exactement.

Cela étant dit, comme on s'y est engagé, lorsqu'il y aura de nouveaux éléments, il est évident que ces commissions conjointes seront réunies le moment venu pour travailler utilement.

Je remercie à ce titre mes deux collègues, le président de la commission de la Défense de la Chambre et le président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat.

01.29 Herman De Croo (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, het is heel eenvoudig. Een commissie komt bij elkaar met uw akkoord, met het akkoord van de voorzitter van de commissie en met het akkoord van de regering, wat vandaag is gebeurd. Zulks kan ook morgen gebeuren. Ik zie geen enkel probleem ter zake.

Le **président**: Je n'ai vu de problème nulle part. Je voudrais simplement dire que, lorsque l'on ne convoquait pas la commission, on m'en demandait la raison et que, lorsqu'on la convoquait, les mêmes personnes me demandaient pourquoi. Que vous fassiez quelque chose ou rien, vous êtes toujours critiqué!

*La réunion publique de commission est levée à 17.24 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.24 uur.*